l'Hémicycle

« Le pouvoir n'est rien, seule compte l'influence » (Hérodote)

JEAN-PIERRE CLATOT/AFP

Hervé Gaymard → P. 2

LIONEL BONAVENTURE/AFP

Henri Guaino → P. 3

STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP

Cynthia Fleury → P. 4

Gérant-Directeur de la publication : Bruno Pelletier

Directeur : Robert Namias

L'HÉMICYCLE

Éditorial
Robert Namias

Le premier tour d'abord

C'était prévisible. C'est fait. Christine Boutin et Hervé Morin ont jeté l'éponge. Le terrain se dégage à droite. Et à gauche, ils ne seront guère plus nombreux. La crise est passée par là et oblige chaque camp à resserrer les rangs, d'autant que les Français n'ont pas le cœur à rire et moins encore l'envie de se disperser.

Bonne nuit les petits et que vivent les autres. Ils ont deux mois pour convaincre et rassembler sur leur nom suffisamment de voix pour se faire entendre par les deux champions qui participeront à la finale du 6 mai. Mais quels champions ? La situation n'est pas si décantée que le croient certains à l'UMP et au PS. Deux mois de campagne, certes c'est très court pour inverser des tendances aujourd'hui installées, mais finalement très long pour garder des positions fragilisées par l'incertitude sceptique de près de la moitié des Français.

Après le quadrille, voici qu'on voudrait nous chanter l'air d'une bipolarisation assurée et d'un combat Sarkozy-Hollande qui laisserait tous les autres au tapis dès le premier tour. Le Pen et Bayrou déjà hors jeu ? Incapables de monter sur la deuxième marche ? Est-ce vraiment certain, alors que les divergences sur les valeurs et les questions sociétales ne feront pas oublier aux électeurs les plus modestes et les plus populaires la relative proximité du candidat socialiste et du Président sortant en matière économique et sur la question européenne ?

Difficile dans ces conditions d'évaluer ce front du refus qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche, et la force collective de ceux qui portent l'étendard de l'antisystème. Mais, à coup sûr, ce front est puissant et peut projeter très haut l'un au moins de ces candidats, trop vite éliminés par ceux qui font tourner le manège électoral. Dans tous les cas, qu'ils soient ou non au deuxième tour, Marine Le Pen, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon joueront un rôle majeur jusqu'au terme de la présidentielle. Et notamment par les choix qu'ils feront et les combats qu'ils mèneront entre les deux tours.

Les combattre, mais ne pas insulter l'avenir, c'est l'exercice compliqué auquel vont devoir se livrer Sarkozy, à droite, et Hollande, à gauche. Tant il est vrai que, depuis 2002, tout candidat à la présidentielle sait que le passage obligé pour le deuxième tour, c'est le premier ! Celui qui l'oublierait ou donnerait le sentiment de jouer à saute-mouton avec le 22 avril pourrait bien s'en mordre les doigts avant de mordre la poussière !

Le sarkozysme
Mythe et réalités

Est-ce que le sarkozysme ne sera qu'une parenthèse dans l'histoire politique récente ou bien marque-t-il une rupture décisive et irréversible pour la droite ?

Analyses et points de vue de **Hervé Gaymard**, **Henri Guaino**, **Cynthia Fleury**, **Brice Teinturier** et **Axel de Tarlé**

ÉRIC FEFERBERG/AFP

Non seulement la France a la passion de la politique, mais elle met dans sa relation à la politique une singulière passion. Ce trait, commun il est vrai à toutes les démocraties, s'exprime cependant d'une manière plus affirmée chez nous que chez nos voisins européens. Il trouve à l'évidence sa source dans notre très riche tradition révolutionnaire. Au XIXe siècle, il s'est traduit par les fortes convulsions populaires que l'on sait, avant de se porter sur le terrain des idées. Alors s'ouvrit le grand débat intellectuel qui devait traverser l'histoire politique de la IIIe République et qui se développa avec une vigueur inouïe. C'est sur ses vestiges que survit aujourd'hui notre vie politique.

Philippe Tesson

→ Lire la suite p. 5

Et aussi

Arnaud Montebourg, pile Mendès, face Edgar

JEAN-PIERRE MULLER/AFP

Au Panthéon du député de Saône-et-Loire, deux présidents du Conseil de la IVe République : Pierre Mendès France, qui conciliait le courage et la passion de la vérité, et Edgar Faure, l'homme des « compromis créatifs ». Il soutient aujourd'hui Hollande sans cesser de rouler pour lui-même.

→ Lire l'admiroir d'**Éric Fottorino** p. 15

Le chiffre

120 millions d'euros !

C'est le montant de la fraude en 2010 sur les paiements en ligne. Dans la plupart des cas, c'est le numéro de la carte bancaire qui a été usurpé.

Au sommaire • Soulagement aux Quatre Colonnes par **Nathalie Segaunes** → p. 8 • Foch *versus* Sarkozy par **Gérard Leclerc** → p. 8 • Les Cahiers de **Michèle Cotta** → p. 10 • L'école à l'ère numérique par **Manuel Singeot** → p. 14

AVEC SNCF DIRECT, N'ATTENDEZ PLUS D'ÊTRE À LA GARE POUR TOUT SAVOIR.

TOUS LES HORAIRES EN TEMPS RÉEL SUR SNCF.COM

SNCF

JEAN-PIERRE CLATOT/AFP

HERVÉ GAYMARD
DÉPUTÉ UMP DE SAVOIE

« Sarkozy est un mélange de séduction et de brutalité, de courage et d'entêtement. Pour autant je ne sais pas ce qu'est le sarkozysme car, idéologiquement, l'homme est un caméléon »

Pour l'ancien ministre et député UMP de Savoie, le pragmatisme qui fonde l'action politique de Nicolas Sarkozy ne s'embarrasse pas d'idéologie. Hervé Gaymard estime que la droite n'est pas sortie de la difficulté qui la mine : l'incapacité à se penser elle-même et à structurer un véritable corps de doctrine.

Dans *Délivrez-nous de la France*, que vous venez de publier chez Plon, vous réfléchissez beaucoup au gaullisme, à la gauche, à la droite. Comment définiriez-vous le sarkozysme dans l'histoire de la Ve République ?

Je ne sais pas ce qu'est le sarkozysme. Il y a Nicolas Sarkozy bien sûr, une énergie conjuguée avec le talent de la conquête, mélange de séduction et de brutalité, de courage et d'entêtement. Mais de là à passer de Sarkozy au sarkozysme, il y a un gouffre. Car, idéologiquement, l'homme est un caméléon : le libéral, communautariste et atlantiste de 2005 n'aurait pas été élu en 2007 sans le greffon séguino-filloniste, qui lui a donné sans doute le référent intellectuel pour lui permettre d'agir efficacement tant au plan international qu'intérieur face à la crise qui éclate en 2008, et qui rebat complètement les cartes de son quinquennat. La politique est toujours pragmatique, tout simplement parce qu'il n'y a que les réalités qui vaillent. Des hommes d'État comme Michel Debré ont varié : sa position sur l'Europe n'est pas la même en 1946 qu'en 1954, lors de la grande querelle de la Communauté européenne de défense (CED). Jacques Chirac, dont le profil semble aujourd'hui uni et rassemblé, du « travaillisme à la française » d'Égletons en 1976 à la « fracture sociale » de 1995, a fait une sérieuse incartade en 1986 dans sa période quasi-thatchérienne, dans le discours sinon dans les actes. Sans parler de Mitterrand, dont Malraux disait qu'il était « le candidat de quatre gauches, dont l'extrême droite ». Nicolas Sarkozy désarçonne souvent, car il est toujours en mouvement, comme une cible pour éviter les balles. Je veux croire que la crise de 2008 l'a sincèrement convaincu que les libertés économiques ne peuvent se concevoir sans régulation ni solidarités actives. Après l'avoir entendu à Annecy, je voudrais croire aussi qu'il a compris que la France ne se résume pas à la droite, même si elle ne doit évidemment pas être dédaignée, et que l'on gagne toujours avec le centre, en allant jusqu'au centre gauche. C'est ce qu'il a su faire en 2007. J'avoue ne pas avoir bien compris sa récente stratégie de droitisation, car après un premier tour, il y en a un second !

Sera-ce une parenthèse ou une révolution ?

Comme le sarkozysme au plan idéologique n'existe pas, deux seules questions se posent : la pratique institutionnelle et la place de la politique dans la société. Nos institutions ont le mérite de souffrir plusieurs lectures, y compris au sein du même quinquennat avec un renforcement progressif du Premier ministre, lequel avait théorisé le déclin de la fonction… Tout est donc réversible. Sur le rôle du politique, la question est plus complexe, car c'est aussi une question d'époque : le moment « sarkozyen » existe-t-il en soi ? Ou n'est-il qu'un symptôme qui se conjugue avec le rythme plus rapide du quinquennat, le bombardement permanent d'informations non vérifiées et non hiérarchisées, et plus fondamentalement la tyrannie de l'« immédiatement », clin d'œil à Dominique de Roux ? Quand j'ai entendu Tony Blair, en mars 1998, à l'Assemblée nationale, dire « Ce qui compte, c'est ce qui marche », au moment où la gauche plurielle nous embarquait dans les 35 heures, j'ai compris que l'on changeait d'époque. Pour le meilleur, c'est-à-dire se débarrasser des gangues idéologiques ou routinières. Mais pour le pire aussi, la justification de cette politique frénétique que je dénoncerai peu après dans un essai. D'où la nécessité de redéfinir l'essence du politique dans le monde contemporain. C'est ce que j'essaie de faire dans *Délivrez-nous de la France*.

Rapport avec l'État, finances publiques, construction européenne, etc. : dans quels domaines le sarkozysme fut-il le plus cohérent ?

S'agissant des finances publiques, en 2007, il faut redonner de l'espoir aux classes moyennes, et encourager l'esprit d'initiative, dans une logique de croissance économique. Évidemment, le choc de 2008 rebat les cartes ! Il y a eu une phase de colmatage pour éviter que tout soit emporté, la consommation comme le système bancaire. Nous sommes maintenant dans une phase de convalescence pour sortir de l'addiction à la dépense et à l'endettement publics. La cohérence est dans l'action, puisque le contexte a fondamentalement changé. S'agissant de l'Europe, il y a toujours un moment où le nouveau gouvernant se dit qu'on peut tenter d'aller courir la gueuse du côté d'Albion, mais on revient bien vite vers la solidité du couple franco-allemand ! S'agissant des réformes des retraites, de l'Université, de l'État, il y a une grande cohérence, même si la RGPP aurait dû être mieux conduite, car beaucoup de cadres de la fonction publique sont aujourd'hui démotivés.

Dans votre livre, vous soulignez l'importance de la méthode en politique. En 2007, Sarkozy théorisait son hostilité au référendum ; en 2012, il théorise son adhésion au référendum. Comment définir le sarkozysme en tant que mode de gouvernance ?

Ne caricaturons pas Nicolas Sarkozy : il faut bien lire ce qu'il a dit à propos des référendums, qui n'interviendraient qu'à défaut d'accords, après une longue phase de négociations. Sa gouvernance est assez élémentaire : prenant acte que les Français votent massivement à l'élection présidentielle, c'est donc qu'ils attendent beaucoup du Président. D'où la remontée de la décision, notamment dans la sphère économique et sociale, de Matignon à l'Élysée. On ne peut pas le lui reprocher. Mais c'est une question de dosage. Le Président ne peut se mêler de tout : le Premier ministre est là pour cela. Et les ministres ne peuvent pas seulement être des porteurs d'éléments de langage. Ceci étant, dans quel pays sommes-nous, pour qu'avant que le Président ne s'en mêle, un dossier comme celui de la ligne B du RER reste encalminé !

Sarkozy au pouvoir est-il parvenu à rénover la pensée de la droite ?

Je pense que c'est le cadet de ses soucis. La pensée politique ne naît pas seulement de l'action, amendée de quelques greffons, d'ailleurs variables en fonction des entourages. C'est d'ailleurs, depuis la fin du moment gaulliste, le grand problème de la droite et du centre français : l'incapacité à se penser. Cela renvoie à une attitude très ancienne de se considérer au large de la politique.

Ce quinquennat a-t-il servi à réhabiliter la politique ?

Ce n'est pas seulement ce quinquennat mais l'époque qui a porté le symptôme de ce désenchantement démocratique. Le travail de reconstruction est immense. Il doit porter sur la parole politique, qui doit être ni langue de bois idéologique, ni langue de coton politiquement correcte, ni langue de vipère qui flatte les bas instincts. Il doit porter sur l'attitude des responsables, qui doivent concilier la proximité sans dégrader la dignité qui sied aux fonctions les plus éminentes. Il doit porter sur la pédagogie de l'action dans une société mondialisée, où les lieux de pouvoir sont dilués. Cette tâche est colossale, mais indispensable…

Propos recueillis par Éric Mandonnet
Rédacteur en chef adjoint de *L'Express*

LIONEL BONAVENTURE/AFP

HENRI GUAINO
CONSEILLER SPÉCIAL
DE NICOLAS SARKOZY

« Le sarkozysme, c'est une attitude politique qui a permis de casser la frontière imperméable qui sépare traditionnellement l'ordre et le mouvement. L'Histoire rendra justice à Nicolas Sarkozy pour son action face à la crise »

Pour le conseiller spécial du président de la République, Nicolas Sarkozy a eu le mérite historique d'arracher une partie de la droite à la doctrine du « laisser-faire » à laquelle elle s'était selon lui convertie. En cela, Henri Guaino estime que le Président sortant a été fidèle à l'esprit du gaullisme.

Quelle est votre définition du sarkozysme ?

Le sarkozysme n'est pas une idéologie parce que Nicolas Sarkozy n'est pas un idéologue. D'un point de vue idéologique, il est inclassable. Le sarkozysme, c'est un tempérament porté à l'action qui ne conçoit pas qu'un responsable politique puisse rester les bras croisés devant un problème. Le sarkozysme, c'est d'abord une attitude politique qui consiste à ne jamais se poser la question de savoir s'il faut tenter quelque chose mais seulement la question de savoir comment.

Au fond, c'est l'expression à travers un caractère d'une certaine idée de la volonté et de la responsabilité politiques. Ce volontarisme politique n'a rien d'anodin après des décennies de triomphe de la théorie de l'impuissance publique. Il marque une rupture avec cette idée qui était au cœur de la pensée unique d'avant 2007 selon laquelle la politique ne pouvait plus rien du fait de toutes les contraintes qui pèseraient sur elle.

Qu'a-t-il changé dans l'histoire de la droite française ?

Il a réconcilié ceux qui n'étaient pas à gauche avec le volontarisme politique. Il a arraché une partie de la droite à la doctrine du « laisser-faire » à laquelle elle s'était convertie. Il a cassé la frontière imperméable qui sépare traditionnellement l'ordre et le mouvement. Disons qu'il a redonné des couleurs à une droite plus bonapartiste qu'orléaniste, pour reprendre une terminologie classique, mais aussi plus plébéienne qu'aristocratique.

En quoi est-il dans la filiation du gaullisme ?

En ce sens que le gaullisme est d'abord un volontarisme politique. Personne ne sait ce que ferait ou dirait le général de Gaulle aujourd'hui, et il n'y a pas de gardien du temple. Le général de Gaulle lui-même a toujours refusé que le gaullisme devienne une doctrine. Il a écrit des Mémoires et non des catéchismes. Il voulait faire la politique à partir des réalités et en fonction des circonstances. Mais il disait : *« Ce n'est pas pour autant que je marche au hasard sans savoir où je vais. »*

Le gaullisme, c'est la volonté politique, la volonté humaine, le « non » du 18-Juin opposé à la fatalité, « la force du non dans l'histoire » comme disait Malraux, plus une certaine idée de la France qui impose le dépassement des clivages partisans et des intérêts particuliers. En se comportant comme il l'a fait face à la terrible crise économique et financière que le monde a traversée et en ne se demandant jamais si les mesures qu'il fallait prendre étaient de droite ou de gauche, on peut dire que Nicolas Sarkozy a été fidèle à l'esprit du gaullisme.

> « LA SEULE QUESTION QUI VAILLE POUR LE SARKOZYSME, C'EST DE SAVOIR SI CE QUI A ÉTÉ ACCOMPLI PAR NICOLAS SARKOZY RESTERA UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR L'AVENIR. L'AVENIR LE DIRA. MAIS JE PENSE QUE OUI »

On lui a beaucoup reproché son côté malléable…

La politique se fait à partir des réalités et des circonstances. Ceux qui n'ont tenu compte ni des unes ni des autres ont tous causé des catastrophes.

Le sarkozysme n'a-t-il pas mieux marché sur le plan extérieur qu'intérieur ?

Aujourd'hui, on ne peut plus séparer, ni a fortiori opposer, l'intérieur et l'extérieur. C'est une seule et même politique qui doit être conduite, avec les mêmes objectifs, avec la même volonté, mais avec des moyens différents au-dedans et au-dehors, dans le monde, en Europe et en France. Au Conseil de sécurité, au Conseil européen, au G20, ou sur la scène intérieure, le Président et le Gouvernement se sont battus pour les mêmes idées, se sont engagés pour les mêmes causes. Ce qui se passe en France ne peut être détaché de ce qui se passe en Europe et en Méditerranée, ni des effets de la mondialisation et de la financiarisation. La crise a contribué à pulvériser toutes les cloisons. Il n'est que temps d'en tirer les leçons en portant un autre regard sur la politique.

Le sarkozysme disparaîtra-t-il avec son champion ?

Je me sens « gaulliste » parce que l'histoire écrite par le général de Gaulle a encore pour moi une signification morale et politique, mais c'est une histoire qui a commencé avec le général de Gaulle et qui s'est achevée avec lui. Comme le gaullisme, le pompidolisme, le giscardisme, le mitterrandisme, le chiraquisme… La seule question qui vaille pour le sarkozysme, c'est de savoir si ce qui a été accompli par Nicolas Sarkozy restera une source d'inspiration pour l'avenir. L'avenir le dira. Mais je pense que oui.

De quoi êtes-vous le plus fier dans le bilan de ces cinq dernières années ?

Il n'y a pas de bilan, on n'arrête pas les comptes en politique car l'Histoire ne s'arrête pas. Mais ce dont je suis le plus fier, c'est bien sûr ce qui a été accompli face à la crise et dont l'Histoire rendra justice à Nicolas Sarkozy parce que ce fut exceptionnel et décisif non seulement pour la France, mais aussi pour l'Europe et pour le monde. Imaginez ce qui se serait passé si la France n'avait pas réussi à imposer la création du G20 ? La crise de confiance de l'automne 2008 aurait alors tout emporté !

Que regrettez-vous ?

La résistance constante des corps intermédiaires à tout changement qu'ils jugent contraire à leurs intérêts. La difficulté après des décennies d'abandon à restaurer l'autorité de l'État face aux féodalités. Mais c'est une vieille histoire. À vrai dire, c'est toute l'histoire de France. Une fois encore, il est temps de rendre la parole au peuple…

Propos recueillis par Ludovic Vigogne
Chef du service politique de *Paris Match*

STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP

CYNTHIA FLEURY
CHERCHEUR AU MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

« Nicolas Sarkozy aura fait de l'incohérence et de l'absence de convictions une compétence. Le sarkozysme, c'est un syncrétisme d'opportunisme et d'absence de vision qui donne à voir sa jouissance plus encore que sa puissance »

Rien ne trouve grâce aux yeux de la philosophe Cynthia Fleury dans l'action politique de Nicolas Sarkozy et encore moins dans l'exercice du pouvoir qui, selon elle, constitue à lui seul une bonne part du sarkozysme.

Comment définissez-vous le sarkozysme ?

Nicolas Sarkozy aura fait de l'incohérence et de l'absence de convictions une compétence. Obtenir tant grâce à un fatras idéologique et à une capacité de faire régner les apparences, la démocratie, et plus généralement la philosophie politique ne doivent pas manquer de s'interroger sur le retour en vogue de cette vieille perversion démocratique, la perversion sophistique. Le sarkozysme, c'est une forme de syncrétisme. Un syncrétisme d'opportunisme, d'absence de vision, de volonté foncière de plaire comme un acteur peut espérer le faire, d'histrionisme (c'est-à-dire d'agitation à la place d'une stratégie clairvoyante), de communication à tous crins, de désacralisation de la fonction présidentielle et en même temps d'hyperpersonnalisation afin de donner à voir sa jouissance plus encore que sa puissance. Nicolas Sarkozy, symbole de la rupture, aura finalement incarné comme une sorte de fin de siècle. Il y a eu quelque chose de décadent. La décadence de la société du spectacle politique. Si c'est une parenthèse, elle est désenchantée parce qu'elle efface des démarcations jusqu'alors structurelles : la séparation du politique et de la communication (elles ont été liées mais à ce point superposables jamais), la séparation des élites, des pouvoirs financiers et politiques (là encore, la tentation oligarchique n'a jamais été aussi forte), la séparation entre la vie publique et la vie privée (l'extimité se définit comme une forme d'instrumentation de l'intimité, ou de sa mise en scène systématique. Même lorsqu'il organise un repli médiatique, il a le mutisme histrionique), la séparation entre l'exercice du pouvoir et la conquête du pouvoir. Jamais, à ce point, nous aurons eu, en permanence, un candidat-Président, un chef de l'État qui électoralise sans cesse son action. Cela aura été cinq ans de grande fébrilité.

Est-ce un concept politique au même titre que le gaullisme par exemple ou le mendésisme ? Est-ce autre chose ?

C'est d'abord le mépris de tout cela, l'ignorance ou le déni des grandes idéologies, le sentiment que l'Histoire est obsolète. C'est vraiment la prophétie de Tocqueville, selon laquelle l'*homo democraticus* est un orphelin qui croit ne devoir son destin qu'à lui-même. C'est le déni de citoyenneté, aussi, dans la mesure où les citoyens sont pour lui des cibles. Il se croit sans doute pragmatique, mais le pragmatisme n'a aucun sens sans la présence d'une éthique. Tour à tour, Nicolas Sarkozy aura été l'homme du communautarisme puis de la laïcité ; du bouclier fiscal puis du quotient familial défendu, comme s'il était le garant des classes populaires et moyennes ; du libéralisme puis de l'interventionnisme d'État ; de la fin de la double peine puis de la tentative non constitutionnelle (et avortée) de déchoir de leur nationalité les délinquants d'origine étrangère. Il aura brisé la césure symbolique et réelle entre la droite et l'extrême droite. Non pas pratiquer l'ouverture mais braconner sur les terres adverses.

Quelle que soit l'issue de la présidentielle, cela marquera-t-il longtemps l'histoire politique ?

Je ne sais pas exactement quel néologisme il faut employer pour définir la décomplexion (absence de complexes dans son attitude) ou la décomplexité (absence de complexité dans sa pensée) dont il fait preuve, mais il est certain que cela laissera des traces. Il demeurera l'alibi de candidatures pires encore. Il incarne la fin de l'autorité et l'avènement d'un nouveau type de personnalités décomplexées qui s'*autorisent*. On peut croire à un effet boomerang dans l'autre sens : un besoin de symbole, d'incarnation de la fonction, de nécessité de la compétence, ou à une refonte plus civile du leadership. Ce n'est pas impossible. C'est d'ailleurs la définition churchillienne de l'optimisme : faire d'une difficulté une opportunité.

Cela c'est sur la forme, et sur le fond de son action, que restera-t-il ?

L'expression est utilisée par le PS, mais elle est juste : il aura été le Président de la dégradation de la France, au sens des agences de notation, mais aussi hélas au sens programmatique. Toutes ses promesses ont volé en éclats. Il était le Président du pouvoir d'achat, il aura été celui d'un chômage et des inégalités entre bas et hauts revenus fortement rehaussés. Le Président de la rupture s'est révélé d'un grand conservatisme. Sa volonté de nommer les patrons de l'audiovisuel public en est un exemple. Il aura également été le Président des injonctions contradictoires : pour le peuple, l'austérité, la chasse à l'assistanat ; pour l'Élysée, un train de vie délirant, où l'organisation de sommets (cf. le lancement de l'Union pour la Méditerranée, 58 000 euros la minute selon les calculs du député René Dosière) ou de déplacements avoisinent des sommes jamais égalées, 140 % d'augmentation du salaire du Président, etc. Sans parler d'une forme de dégradation morale avec les affaires, de Bettencourt/Woerth à Karachi.

Y a-t-il un avant et un après-Sarkozy dans l'histoire de la droite et du centre ?

La droite mérite mieux en tout cas. On a souvent dit que Nicolas Sarkozy revendiquait le fait de ne pas appartenir à ce milieu. C'est vrai qu'il n'est pas un héritier de la droite classique, qui a toujours fait preuve d'un certain conservatisme moral et idéologique. C'est un saltimbanque, somme toute assez sympathique. Il y a une phrase de Victor Hugo dans *Napoléon le Petit* qui le résume bien : « *Il gouverne par intéressement.* » La présidence de la République n'est qu'une étape, un moment dans sa carrière. « Il fait le job. » Sans doute, est-il devenu Président par défaut ! Pour des raisons psychologiques, des vexations narcissiques qu'il fallait réparer. Nicolas Sarkozy, c'est l'ordinaire fait Président. Son ascension reflète une vérité de notre démocratie, précisément la tentation de faire de l'ordinaire un Président. Jusqu'où la démocratie doit-elle céder à ses démons ? Jusqu'où doit-elle se séparer de ses élites, croire que la compétence est peu de chose devant le dogme de l'égalité des intelligences (Tocqueville) ? La tentation est dangereuse car la démocratie a un absolu besoin de métaphysique, de philosophie, de sacralisation non pas dogmatique, mais républicaine des valeurs, de reconnaissance de son histoire sociale…

Il aura aussi changé la gauche ?

Sans doute, mais le personnage était si peu crédible que la gauche s'est laissée aller à la facilité en tapant pendant cinq ans sur le sarkozysme. La personnalisation excessive a favorisé les attaques *ad hominem*. Et la gauche a tardé à rendre lisible son alternative. Résultat, les déçus du sarkozysme qui venaient de gauche ou du centre mais qui avaient voté pour Nicolas Sarkozy en 2007 ne sont pas spontanément revenus vers la gauche. Le Bourget a, à ce niveau-là, relancé quelque peu la machine.

Propos recueillis par Ludovic Vigogne

Sarkozy : l'heure du bilan

Par Philippe Tesson

Suite de la page 1

Si ce débat reste vif aujourd'hui, ce n'est plus que dans les formes. La pensée en effet s'est tarie, non pas par manque de combattants, mais par impuissance à se renouveler, du fait du tumultueux mouvement de l'Histoire. La chute du communisme, la toute-puissance du libéralisme, l'avènement de la mondialisation ont ébranlé les convictions anciennes et mis à mal les schémas intellectuels en vigueur depuis plus d'un siècle. La crise actuelle accentue le désordre des esprits. Le temps viendra de la reconstruction. Pour l'heure, nous vivons dans une sorte d'apesanteur idéologique. Paradoxalement elle n'amortit pas la passion française. Au contraire elle l'avive, du fait de l'angoisse que provoquent les difficultés du présent et les incertitudes sur les temps à venir. Mais puisque, faute d'idées, le débat intellectuel est mort et le débat politique stérile, c'est en termes d'humeurs que la passion se trouve aujourd'hui limitée à s'exprimer. D'où cette étonnante réactivité que l'on observe depuis quelques années dans l'opinion. Sur les causes les plus variées et d'importance inégale l'opinion s'embrase immédiatement, sans le moindre effort d'inventaire, allumée par les élites politiques, et naissent ainsi des débats superficiels et violents, rapidement avortés. Or, à l'humeur il faut un objet qui en identifie la cause. Cet objet, la majorité du peuple français l'a désigné : à tort ou à raison, c'est Nicolas Sarkozy.

L'incompréhension des Français

Le chef de l'État, il est vrai, a tout fait pour qu'il en soit ainsi. Dès son avènement, il s'est exposé à l'incompréhension des Français, qui au fil de ces cinq dernières années s'est muée en hostilité, voire en haine. On ne va pas revenir sur les épisodes qui ont jalonné ce long chemin. Mais avant d'analyser les effets du phénomène, il n'est pas inutile d'en évoquer les causes, afin de distinguer ce qui dans le cas particulier relève de la psychologie de ce qui relève de la politique. Car une question se pose : dans quelle mesure les comportements du chef de l'État influencent-ils dans un sens négatif le jugement porté par la majorité des Français sur son action politique ? Ce qui est avéré, c'est le divorce culturel entre lui et eux. Il est en rupture totale avec l'histoire et la tradition françaises, autant dans sa manière d'être que dans sa manière de gouverner, dans son rapport au peuple que dans son rapport au pouvoir. Il a minimisé les effets de cette rupture. Par tempérament : l'orgueil, l'assurance de soi, l'entièreté, l'arrogance, la précipitation, la provocation, l'activisme. Ainsi a-t-il accentue de surcroît la déception qui sanctionne le bilan. C'est la personne qui se trouve par là même atteinte et rejetée et qui devient l'objet de la passion. Il y a une part d'irrationnel dans l'hostilité que suscite Nicolas Sarkozy.

Nicolas Sarkozy visite le bureau du général de Gaulle, à La Boisserie, en compagnie du petit-fils de l'ancien président de la République. PHOTO PHILIPPE WOJAZER/AFP

dessiné de lui-même au fil des années une image irritante, s'aliénant notamment les élites intellectuelles et les médias. Ses méthodes consulaires ont heurté cette part de nostalgie monarchique qui fait la singularité de la sensibilité républicaine française. On y a vu une atteinte à la fonction présidentielle et une dérive populiste.

Ambiguïté idéologique

Au divorce culturel est venue s'ajouter une ambiguïté idéologique et politique, source d'incompréhension réciproque entre le peuple et son chef. Nicolas Sarkozy avait été élu sur un engagement précis, libéral et réformateur, et sur une promesse généreuse qui laissait espérer aux Français un avenir meilleur. Les résultats sont loin d'être à la mesure de l'attente. Quelle que soit la part prise par la crise dans cette déconvenue, celle-ci est là, lourde dans le ressenti du peuple, qui la lit comme l'échec d'une idéologie et d'une politique. Le jugement sur la pratique du pouvoir Or la raison ne justifie pas une telle démesure. Certes les comportements du Président ont été souvent choquants au point de donner prétexte à des interprétations psychologiques voire psychiatriques – « l'enfant barbare », selon François Bayrou. Encore une fois, son caractère a amené Sarkozy à des fautes. Mais celles-ci étaient la rançon de qualités positives : à partir d'une analyse lucide de la France de 2007, enfermée dans son conservatisme et son immobilisme, il a mis une rare énergie et un volontarisme exceptionnel à une ambition réformatrice légitime. Ce qu'il a appelé la rupture et la nécessité de « faire bouger les lignes ». Si les Français l'ont élu c'est bien qu'ils avaient conscience de cette nécessité. Et s'il a échoué dans son ambition comme l'en accusent ses adversaires, et en attendant que l'Histoire fasse le bilan exact de la portée de cet échec, cette nécessité n'en reste pas moins d'actualité. On retiendra donc au crédit du Président sortant qu'il tenta de sortir notre pays de cette longue léthargie qui, en raison de la pusillanimité de ses gouvernants, empêcha la France de s'adapter en temps voulu au mouvement du monde. On peut oser penser et espérer qu'il restera de l'expérience Sarkozy la trace et l'exemple d'une culture de l'action politique plus moderne, plus audacieuse et plus volontariste qu'elle n'avait été dans la tradition française.

> « SARKOZY A MINIMISÉ LES EFFETS DE SA RUPTURE AVEC LES FRANÇAIS »

Quel est le vrai Sarkozy ?

De même sa conception et son exercice du pouvoir, aussi personnels fussent-ils, et aussi peu orthodoxes aux yeux des gestionnaires de la République actuellement et depuis longtemps en place, sont-ils capables de faire réfléchir ceux qui aspirent à des formes d'autorité mieux adaptées aux temps actuels. Par exemple, on peut être hostile aux procédures référendaires. Il n'en est pas moins vrai qu'elles recueillent l'assentiment d'une majorité de l'opinion, spectatrice et victime de la paralysie provoquées par les blocages parlementaires. Que Sarkozy se fasse l'avocat de ce à quoi il s'opposait hier est une autre chose. Ses détracteurs l'accusent d'opportunisme. Ses partisans vantent son pragmatisme. La nuance est faible ! Certes, ce revirement est le signe d'une inconstance idéologique. Mais Sarkozy est moins gouverné par les idées que par l'action. Et puis où en sont les idées aujourd'hui ? Où est l'exacte ligne de fracture entre gauche et droite, entre socialisme et libéralisme ? Quel est le vrai Sarkozy ? Le néoconservateur, le libéral ou le régulateur de l'ordre financier ? Quel est le vrai Hollande ? Le socialiste ou le libéral ? Qui ignore que dans le monde présent la conduite des affaires publiques obéit moins aux convictions de ceux qui l'ont en charge qu'à l'intérêt bien compris du peuple qu'ils gouvernent ? À plus forte raison lorsque survient une crise comparable à celle que nous traversons. Ses impitoyables adversaires mettent les actes politiques parfois erratiques de l'actuel Président sur le compte de l'inconséquence. On gage que l'épreuve du pouvoir, s'ils lui succèdent, les amènera à plus d'indulgence.

L'étrange équation attraction-répulsion

Cette observation nous renvoie au bilan politique de ce quinquennat et de son Président et au poids qu'ils pèseront dans l'histoire de ce siècle. Ce bilan est inséparable de la crise. Nicolas Sarkozy, le fait est reconnu, a contribué de façon efficace à la gestion de celle-ci. L'Europe lui en sera redevable. Qu'en est-il de la France ? La crise, que notre pays traverse mieux, semble-t-il, que la plupart des nations européennes, rend néanmoins aléatoire tout jugement porté sur la capacité de Sarkozy à gouverner. Il le sait si bien que ce qu'il sollicite du peuple ressemble davantage à une prolongation qu'à un renouvellement de mandat. Il sera moins sanctionné sur ses actes que sur son image. C'est pourquoi le vote des Français obéira pour une grande part à des ressorts de passion, qui résoudront l'étrange équation attraction-répulsion posée depuis son avènement par cet étrange Président.

Sarkozy en campagne

Une dynamique encore hésitante

Une semaine après l'entrée en campagne du Président sortant, Brice Teinturier ne constate pas de rebond significatif, concernant notamment les intentions de vote du deuxième tour. Il reste soixante jours pour que la situation s'inverse, mais le directeur général d'Ipsos voit dans cette absence de dynamique l'abandon d'une frange importante des électorats qui avaient assuré le succès de Nicolas Sarkozy en 2007.

Par **Brice Teinturier**

L'arithmétique est toujours mauvaise et la dynamique a du mal à se mettre en place. À soixante jours du premier tour et alors qu'il est maintenant officiellement déclaré et en campagne, Nicolas Sarkozy peine à rééquilibrer un rapport de force qui lui est toujours extrêmement défavorable : 25 % des intentions de vote dans le dernier baromètre Ipsos-Logica Business Consulting, réalisé avant le meeting de Marseille mais après sa déclaration de candidature sur TF1 et le meeting d'Annecy. Face à lui, François Hollande continue de caracoler à plus de 30 % et les seconds tours demeurent dans la zone des 58 %. Depuis quelques semaines, le chef de l'État a remobilisé et solidifié son socle UMP mais il peine à élargir.

Nicolas Sarkozy, le 19 février, en meeting à Marseille. PHOTO ÉRIC FEFERBERG/AFP

Des indicateurs stables

À ce jour, tous les indicateurs restent donc relativement stables et faibles pour le Président, comme si l'équation maintes fois rappelée ici même ne variait pas : une crise du résultat et un bilan qui jouent toujours à son détriment ; une impopularité qui demeure à un niveau record (60 % de jugements défavorables dans le dernier baromètre Ipsos-*Le Point*) ; une insincérité toujours massivement perçue (68 % estiment qu'il n'est pas sincère), doublée d'une hostilité personnelle forte (68 % également qu'il n'est pas sympathique) ; un manque de proximité évident (25 % seulement estiment qu'il est capable de comprendre les problèmes des « gens comme vous », 75 % qu'il ne l'est pas) ; enfin, une difficulté absolue à convaincre qu'il pourrait améliorer la situation du pays s'il était réélu : 48 % des Français estiment même que dans cette hypothèse, la situation de la France se détériorerait, 20 % seulement qu'elle s'améliorerait et 32 % qu'elle ne changerait pas. Sans être mirobolants, ces chiffres sont cependant de 36 % de Français qui pensent qu'en cas d'élection de François Hollande la situation se détériorerait, 34 % qu'elle s'améliorerait et 30 % qu'elle ne changerait pas.

En termes de crédibilité comparée, le chef de l'État continue de l'emporter massivement sur les dimensions les plus régaliennes (insécurité, immigration, capacité à faire face à une crise grave, capacité à mieux faire fonctionner l'Europe), mais il est tout aussi massivement écrasé par François Hollande sur les dimensions économiques et sociales (chômage, pouvoir d'achat, retraite, santé, éducation, inégalités sociales, etc.), lesquelles restent clairement les plus importantes pour les Français.

La sociologie du vote

La sociologie du vote Sarkozy porte la marque de cette situation d'opinion : au second tour, les moins de 60 ans sont 63 % à indiquer un vote en faveur de François Hollande et Nicolas Sarkozy ne l'emporte que chez les plus de 60 ans – et à 52 % seulement, grâce notamment aux plus de 70 ans. La coupure avec les milieux populaires reste également massive : les ouvriers vont au premier tour prioritairement vers Marine Le Pen et François Hollande (31 % et 28 %) et très faiblement vers le Président : 13 %. Au second tour, ils sont prêts de 60 % à désigner le candidat socialiste. Les cadres supérieurs sont plus nombreux encore à le faire : 68 %. Enfin, Nicolas Sarkozy ne récupère au premier tour que 65 % environ de ses électeurs de 2007, ce qui porte bien la marque d'une certaine déception, voire d'une rancœur chez certains.

Dans un contexte aussi difficile, que peut faire le Président ? Il était, en 2007, le candidat de la *rupture*, du *peuple* et de *l'ouverture*. Aucun des éléments de ce triptyque n'existe à nouveau en 2012.

Tout d'abord et en tant que sortant, il lui est impossible d'apparaître comme le candidat de la rupture. Reste donc la question du peuple. Estimant que la société française s'est « droitisée » – ce qui est selon nous inexact – et prenant acte de son image de Président « d'en haut » et « des puissants », Nicolas Sarkozy tente donc de redevenir le candidat du peuple par d'autres moyens que ceux mis en œuvre en 2007, notamment un recours accru au référendum et une réactivation extrêmement volontaire des valeurs telles que le travail, le mérite et la responsabilité – systématiquement opposées à l'assistanat. Or, le bonapartisme teinté de césarisme a toujours su accompagner l'autorité d'une politique sociale et c'est se tromper sur ce qu'est et vit le peuple que de s'imaginer que l'on peut ainsi le reconquérir en en faisant fi : en 2006-2007, le respect de l'autorité s'accompagnait ainsi d'un « travailler plus pour gagner plus » ; en 2012, le pouvoir d'achat reste la première préoccupation personnelle des Français… mais le Président-candidat propose une augmentation de la TVA. L'équation peut difficilement fonctionner.

Incarner la mystique du rassemblement

Enfin, l'ouverture à gauche de 2007 était le point ultime d'une question centrale : la capacité à incarner la mystique du rassemblement, à être ce « fils de sang-mêlé » porteur de la France de tous et pour tous. Une France qui englobait donc les cathédrales et la République ; une France capable, apparemment, de lier Jaurès, Blum, Péguy et Barrès en un même mouvement. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy est perçu comme celui qui clive. Or, il y a une différence radicale entre se différencier de la gauche au niveau des *valeurs et des concepts* et cliver *entre les personnes*. Dans le premier cas, cela est aux yeux des Français légitime et souhaitable, surtout si l'on sait parallèlement subsumer ces différences dans une histoire nationale globale ; dans le second, opposer des catégories de personnes à d'autres est mal perçu, et cela plus encore quand on est président de la République. La difficulté pour Nicolas Sarkozy est donc moins de donner le sentiment de cliver des valeurs que d'opposer des Français à d'autres Français. On est en tout cas loin de la synthèse de 2007.

Sur ce triple registre de la rupture, du peuple et du rassemblement, les marges de reconquête semblent donc difficiles et limitées pour Nicolas Sarkozy, même s'il peut sans doute affaiblir le FN, à défaut de le réduire.

Il ne reste donc que la piste de l'inversion du référendum anti-Sarkozy en cherchant à construire… un référendum anti-Hollande ! Cela suppose un procès en incompétence et en faiblesse tant sur le fond que sur l'homme d'une grande violence pour espérer faire bouger et craquer les lignes. Nicolas Sarkozy a pour lui un avantage indéniable en termes de stature présidentielle et de capacité à prendre des décisions difficiles. Mais le risque est, sur une telle ligne, d'apparaître comme extrêmement brutal, ce qui lui est déjà reproché, et de donner le sentiment qu'il joue son va-tout sur l'homme plutôt que les actions passées et les propositions pour l'avenir.

Les prochaines semaines permettront de dire si une telle stratégie, qui fut celle de Georges W. Bush dans la conquête de son second mandat, peut réussir en France.

Le sarkozysme et l'économie

Du père Noël au père Schröder

Par Axel de Tarlé

En cinq ans, Nicolas Sarkozy est passé d'une politique de la demande (soutien de la consommation) à une politique de l'offre s'inspirant de la pratique allemande pour investir et exporter. Le candidat-Président fait le pari que la thérapie germanique pourra s'appliquer à la France latine sans que ce remède de cheval tue le malade.

Virage à 180 degrés ! En matière économique, « Sarkozy 2012 » n'a plus rien à voir avec « Sarkozy 2007 ». Quand il a pris le pouvoir en 2007, Nicolas Sarkozy s'est inscrit dans la grande tradition des politiques économiques françaises menées depuis trente ans : faire de la relance. On dépense de l'argent qu'on n'a pas, en espérant ainsi faire repartir l'activité. Ce fut le « choc de croissance ».

Une politique de droite, « à la française »

Nicolas Sarkozy a donc commencé par prévenir Bruxelles qu'il repoussait le calendrier de retour à l'équilibre budgétaire. Puis, en bon homme politique de droite, il a privilégié sa « clientèle » traditionnelle de droite : les travailleurs « qui ne comptent pas leurs heures » et les couches aisées « matraquées par le fisc ». C'est cette philosophie qui a servi de cadre à la fameuse « loi TEPA ». Les plus riches ont obtenu le bouclier fiscal. Les futurs propriétaires ont bénéficié de la possibilité de déduire les intérêts d'emprunts de leur feuille d'impôt. Les travailleurs n'ont pas payé d'impôt sur les heures supplémentaires. Et 95 % des successions ont été détaxées. Ce « choc de croissance » devait réveiller la belle endormie.

L'échec du « choc de croissance »

Malheureusement, cette grande distribution de cadeaux n'a rien donné. Certes la crise est passée par là. Il n'empêche, le « choc de croissance » a fait « pschitt ! »… comme d'habitude, a-t-on presque envie d'ajouter ! C'est finalement un grand classique de la politique économique française, à droite comme à gauche, depuis maintenant trente ans. En arrivant au pouvoir, on fait de la relance en distribuant des cadeaux à sa « clientèle » électorale. Et, on espère ainsi générer un surplus de croissance qui viendra remplir les caisses de l'État. À chaque fois, l'opération tourne court. Et pour cause, avec cette politique de « cadeaux », on ne peut empêcher les gens d'épargner ou d'acheter des berlines allemandes, ou encore des écrans plats fabriqués en Chine. Et donc, cette politique de relance par l'emprunt se termine à chaque fois de la même façon : du déficit budgétaire (à cause des cadeaux fiscaux) et du déficit commercial (à cause des importations de berlines allemandes et d'écrans plats chinois). On parle alors de déficits « jumeaux ». De ce point de vue, la fin du quinquennat est emblématique. L'année 2011 se termine sur un déficit commercial record de 70 milliards d'euros et un déficit budgétaire de 96 milliards d'euros. Le quinquennat aurait pu se terminer ainsi. Mais il est apparu, à la faveur de la crise de l'euro, que nous étions à la fin d'un cycle, à la fin de trente ans de relance keynésienne. Un peu comme un automobiliste qui, a force de mettre le starter, a fini par casser son moteur.

La révélation pendant la crise

Avec la crise grecque, Nicolas Sarkozy a changé son logiciel économique. La crise de l'euro a clairement montré la supériorité du modèle d'Europe du Nord sur le modèle d'Europe du Sud. La croissance économique est alimentée par trois « moteurs » : la consommation, l'investissement et l'exportation. Or, depuis trente ans, la France s'appuie sur la « consommation » pour soutenir son économie. Combien de fois n'a-t-on pas entendu qu'il fallait « soutenir la consommation », car c'était là le seul moteur de l'économie française. Mais la crise de l'euro a montré qu'un pays qui ne produit plus, mais se contente de consommer, va droit dans le mur. Car « consommer » sans « produire » signifie s'endetter et importer. De fait, tous les pays d'Europe du Sud affichent aujourd'hui ces fameux déficits jumeaux : déficit budgétaire et déficit commercial.

L'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder et l'actuelle chancelière Angela Merkel, en novembre 2011, à l'occasion de l'inauguration d'un pipeline qui doit permettre d'approvisionner l'Allemagne en gaz russe. Ils symbolisent tous les deux le modèle allemand dont veut s'inspirer Nicolas Sarkozy. PHOTO JOHN MACDOUGALL/AFP

L'obsession allemande

Va donc pour le modèle allemand, dont la croissance repose – non plus sur la consommation – mais sur l'investissement et l'exportation. Intuitivement, on sent bien que ce modèle est plus vertueux. L'Allemagne est ainsi devenue le deuxième exportateur mondial, derrière la Chine, avec près de 1 060 milliards d'euros d'exportations, quand la France affiche péniblement 428 milliards d'euros à l'export. Et cette politique de conquête porte ses fruits. Le taux de chômage est tombé à 5,5 % (presque deux fois moins qu'en France : 9,9 %) et une croissance 2011 de 3 % (presque deux fois plus qu'en France : 1,7 %). Sur la fin de son mandat, Nicolas Sarkozy s'est donc rallié à ce modèle économique qui prône la compétitivité des entreprises. Les réformes Schröder sont érigées en modèle national : rigueur salariale et baisse des charges. Derrière ce ralliement se cache un revirement économique très fort : on est passé d'une politique de la demande (soutien de la consommation) à un politique de l'offre (investir et exporter). En pratique, on ne compte plus sur les ménages pour faire repartir l'économie, mais sur les chefs d'entreprise.

Une politique « à l'allemande »

Et ce nouveau logiciel va s'appliquer dans de nombreux domaines. En matière de logement, Nicolas Sarkozy arrête de soutenir la demande. Plus question d'aider les ménages à devenir propriétaires (d'autant que cela fait monter les prix). De nombreuses aides à l'achat sont supprimées ou rabotés, comme la défiscalisation Scellier, le prêt à taux zéro dans l'ancien ou la possibilité de déduire les intérêts d'emprunt. À la place, Nicolas Sarkozy veut soutenir l'offre. Les producteurs auront ainsi le droit d'augmenter de 30 % la taille des bâtiments.

La TVA sociale relève également de ce nouveau « credo ». On arrête de soutenir la consommation. La TVA réduite est relevée de 5,5 % à 7 %, et le taux normal passe de 19,6 à 21,2 %. On soutient désormais la production, les entreprises (baisses des charges familiales). Idem avec les chômeurs. Plus question de verser des indemnités en aveugle, Nicolas Sarkozy veut imposer aux chômeurs une formation pour les remettre sur le chemin de la production.

Cette politique est évidemment beaucoup moins populaire. Fini les chèques « cadeaux ». Au nom de la compétitivité, les salariés doivent se serrer la ceinture. On a vu apparaître, en Allemagne, le phénomène de « travailleurs pauvres » avec des jobs payés 1 euro de l'heure. Par ailleurs, en ne soutenant plus la demande, on coupe le moteur de la consommation qui faisait tourner l'économie française. Dans les faits, le « choc de compétitivité » risque de se traduire – au moins dans un premier temps – par un choc de « décroissance ». Certes, l'Allemagne récolte aujourd'hui les fruits de cette politique austère. Le pays affiche un chômage au plus bas depuis la Réunification et une croissance record dans la zone euro.

Reste à savoir si cette thérapie « protestante » peut s'appliquer dans une France latine. C'est le pari de Nicolas Sarkozy : *« Nous vivons sur un même continent. Nos cultures ne sont pas si éloignées. »* Fini le « père Noël » à la française, voici le « père la rigueur » à l'allemande.

Aux Quatre Colonnes

Enfin tout est possible

Ou presque… La plupart des députés de la majorité applaudissent l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy. Certains cependant s'inquiètent de la violence des propos et de l'argumentaire « populiste » que paraît vouloir développer le Président sortant.

Par **Nathalie Segaunes**

Enfin ils y sont ! Depuis le temps qu'ils attendaient de voir Nicolas Sarkozy monter sur le ring, les députés UMP ont été servis ces derniers jours : leur champion s'est déclaré, mercredi soir, sur le plateau du JT de TF1, avant d'enchaîner une série de meetings et de déplacements. Lionnel Luca, député des Alpes-Maritimes, qui réclamait depuis plusieurs semaines l'entrée en campagne du Président sortant, se dit *« heureux d'avoir été entendu »*. *« Il ne fallait surtout pas attendre le mois de mars, comme le préconisaient certains,* explique le député de la Droite populaire. *D'ailleurs, on voit bien que cela change la donne : jusqu'à présent, nous ne faisions que subir et réagir aux déclarations de l'adversaire. Désormais, c'est notre candidat qui pose les vrais enjeux et qui répond aux attaques de la gauche. Il n'était que temps. »* Que le candidat de l'UMP ait entamé la « séquence » par une interview au *Figaro Magazine* dans laquelle il retrouve ses fondamentaux de 2007 et se situe très à droite n'est évidemment pas pour déplaire au collectif de la Droite populaire : *« Sa véritable entrée en campagne, c'est dans cette interview qu'il l'a faite en réalité,* estime Luca. *Et cela prouve que tout ce que nous avons fait depuis dix-huit mois n'était pas totalement infondé »*…

Ceux qui, dans la majorité, déprimaient, se désolaient, voire pour certains n'y croyaient plus, relèvent la tête et reprennent espoir. Tout est de nouveau possible avec « Sarkozy en campagne ! » *« Le moral des troupes est regonflé, l'ambiance est bien meilleure »*, témoigne ainsi Chantal Brunel (Seine-et-Marne). Elle-même dit avoir trouvé Sarkozy *« humble, convaincant, sincère et déterminé »* sur le plateau de TF1. Elle avoue avoir *« beaucoup aimé »* ce que le candidat a dit jeudi soir, en meeting à Annecy (Haute-Savoie) : *« J'ai commis des erreurs, mais je me suis toujours efforcé d'être juste, sincère, et de faire de mon mieux, même quand les souffrances personnelles étaient présentes »*, a plaidé le chef de l'État. *« C'est un message fort, il aurait dû le dire mercredi soir devant 11 millions de téléspectateurs »*, regrette-t-elle. Brunel juge qu'une campagne *« n'est jamais perdue. Nicolas Sarkozy peut tout à fait gagner ! »* Denis Jacquat, élu de Moselle, redoute cependant la tournure quelque peu violente qu'a pris ce début de campagne, qu'il s'agisse des attaques du PS contre Sarkozy ou des accusations lancées par ce dernier contre François Hollande, traité de *« menteur »* : *« Chez moi, en Moselle, les gens n'aiment pas ceux qui se tapent dessus,* souligne-t-il. *On voit bien que du côté du PS, tous les coups sont permis. Et les conseillers de Sarkozy ont dû lui dire d'attaquer. J'ai peur que cela devienne sanglant. On a d'ailleurs vu dans l'hémicycle avec Letchimy à quel point cela peut dégénérer. »*

Mais tous n'ont pas été aussi impressionnés, dans la majorité, par les premiers pas du candidat Sarkozy. René Couanau (Ille-et-Vilaine), ex-député UMP siégeant parmi les non-inscrits depuis avril 2011, juge ainsi que cette entrée en campagne, *« programmée par des professionnels avertis »* de la communication, *« répond à une sorte de mécanique derrière laquelle on cherche la sincérité ». « On connaît l'aptitude de Sarkozy à faire campagne,* commente-t-il. *Le problème est de savoir s'il a la même aptitude à convaincre et à faire oublier son bilan. »* Le député estime que *« taper sur l'adversaire ne suffit pas »*. À ses yeux, *« beaucoup d'erreurs ont été commises durant le quinquennat, qui auraient pu être évitées si le Président avait écouté sa base, les parlementaires »*. Ce député, qui aurait préféré un François Fillon candidat, voit dans les propositions de référendum de Sarkozy un *« renforcement de la négation du Parlement, qu'on avait senti venir ». « Voilà un Président qui aurait pu réformer la formation professionnelle depuis cinq ans, et qui tout d'un coup, par un coup de baguette magique, propose un référendum pour faire cette réforme,* ironise-t-il : *ce genre de stratégie électorale ne peut tromper que les gens non avertis ! »* Son collègue UMP de la Mayenne, le villepiniste Marc Bernier, est tout aussi sévère : *« Sarkozy ne se comporte pas en candidat à la présidence de la République mais en candidat UMP,* reproche-t-il. *Il joue sur les peurs, et les gens ne veulent plus de cela. Vivement que ces deux mois soient passés, et que s'ouvre enfin une période apaisée, autour d'un Président qui rassemble les Français… »*

3 questions à

PHOTO MARTIN BUREAU/AFP

CORINNE LEPAGE
PRÉSIDENTE DE CAP 21

« J'irai jusqu'au bout »

En quoi l'anonymat aurait changé quelque chose à l'obtention de vos 500 signatures ?

L'anonymat peut libérer un grand nombre de maires qui voudraient donner leur parrainage et qui ne le font pas. Pour certains c'est parce qu'ils ont peur de mesures de rétorsion ou parce qu'ils sont à la tête de majorités diverses au sein de leur conseil municipal. Ils ne souhaitent pas créer une zizanie quelconque en donnant leur parrainage. Dans ces cas de figure, cela pose moins de problèmes de ne pas en donner ! J'ai reçu plusieurs dizaines de lettres de présidents de communautés de communes regroupant des élus de droite comme de gauche qui me disaient qu'ils avaient l'intention de ne parrainer personne. Tous les refus viennent de cette décision des élus de ne pas s'engager.

Vos chances de pouvoir vous présenter sont-elles de ce fait hypothéquées ?

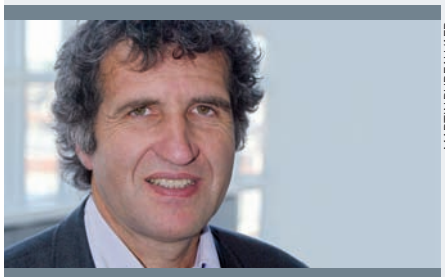
Un sondage récent montre que pour les Français je représente l'écologie politique en France (61 % contre 39 %) et que je porte un vrai projet d'une écologie responsable à la différence d'Eva Joly, trop marquée sur un plan idéologique. Ce mouvement que je représente risque cependant de ne pas être représenté, si je n'obtiens pas ces parrainages. Tous ceux qui souhaitent que l'écologie responsable soit présente doivent me soutenir et me parrainer. Actuellement j'ai plus de 400 promesses de parrainage. J'irai jusqu'au bout de cette démarche.

Dans l'éventualité où vous ne seriez pas présente au premier tour, vous sentez-vous plus proche de François Hollande ou de François Bayrou ?

Je ne me sens proche de personne. Il est clair en revanche que je ne souhaite pas la réélection de Nicolas Sarkozy. Ses thèmes de campagne ressemblent furieusement à ceux de Jean-Marie Le Pen en 1995. Je ne me reconnais pas dans les valeurs défendues par Nicolas Sarkozy. Quant à la candidate EELV Eva Joly, c'est une femme éminemment respectable, mais elle ne connaît pas les dossiers environnementaux comme ceux qui, comme moi, sont plongés dedans depuis trente-cinq ans.

Je propose notamment le développement économique alors qu'Eva Joly est proche de la décroissance. Notre vision de la société est très différente. En matière de fermeture de centrales nucléaires, je n'en fais pas l'alpha et l'oméga. La France doit prendre le train de la 3e révolution industrielle. Et celle-ci n'est pas compatible avec le tout-nucléaire. Mais ce n'est pas une raison pour fermer toutes les centrales. Nous n'éviterons pas une prolongation de la durée de vie de certaines d'entre elles.

Propos recueillis par Joël Genard



MARTIN BUREAU/AFP

L'opinion de Gérard Leclerc
PRÉSIDENT DE LCP

Foch *versus* Sarkozy

« Mon centre cède, ma droite recule, situation excellente, j'attaque »… Nicolas Sarkozy rejoue le maréchal Foch à la bataille de la Marne. Face à une impopularité record pour un Président sortant, il prend tous les risques et souvent le contre-pied de ses conseillers. Il devait rester Président jusqu'à la mi-mars ? Il brusque son entrée en campagne. On l'attendait en rassembleur, façon France unie de François Mitterrand ? Il met la barre à droite, recherchant les clivages et levant les tabous. Contesté sur son bilan économique et social, il ressuscite les valeurs de 2007 : travail, responsabilité, autorité. Vilipendé comme le Président des riches, il se proclame candidat du peuple contre toutes les élites (partis politiques, syndicats, experts, corps intermédiaires) et entend redonner la parole aux Français avec deux référendums. L'annonce d'une dose de proportionnelle aux élections, contre l'avis des gaullistes, est également un appel du pied vers le centre et le FN.

Dans la posture du challenger pour faire oublier qu'il est le sortant, il lâche ses coups avec jubilation dans ses meetings d'Annecy et de Marseille. Il se pose en candidat du mouvement, face à un adversaire socialiste qui représenterait le monde d'hier. La machine est lancée, elle ne s'arrêtera pas assurent les proches du Président. Une idée par jour, une campagne de proximité, bientôt un petit livre pour solder les erreurs du passé sans tomber dans la repentance… L'objectif est de saturer l'espace médiatique et de mettre le PS sur la défensive. *« Avec le ralliement de Christine Boutin et d'Hervé Morin, les courbes avec François Hollande pourraient se croiser à la mi-mars, au moment du méga meeting de Villepinte »*, veut-on croire à l'Élysée. Et c'est sur cette dynamique que pourrait se construire la victoire du second tour.

Face à ces assauts et dans ce combat à front renversé, François Hollande joue l'esquive, et campe sur sa position de rassembleur, en dénonçant *« la violence et l'insulte, signe de faiblesse »*.

Sondeurs et experts donnent rendez-vous dans une dizaine de jours : si Nicolas Sarkozy ne progresse que de 3 ou 4 % d'intentions de vote, le second tour sera difficile, sauf grave crise internationale. S'il refait son retard et dépasse un François Hollande en difficulté, tout est possible. Mais cela suppose qu'il puisse retisser les liens avec les catégories populaires qui se sont détournées de lui. Pas simple pour un sortant, cible permanente des autres candidats, sans le sas d'une cohabitation. Il n'y a que deux précédents : celui, victorieux, du général de Gaulle, mais c'était de Gaulle et une autre époque, et celui de Valéry Giscard d'Estaing en 1981, qui avait perdu…

La campagne de Nicolas Sarkozy sur Internet

Peut mieux faire !

Si les partisans du Président sortant donnent massivement de la voix depuis l'annonce de sa candidature, le dispositif en ligne de Nicolas Sarkozy connaît des ratés et se fait durement épingler par les internautes.

Tout avait pourtant été soigneusement préparé pour l'annonce de la candidature de Nicolas Sarkozy. Son compte Facebook a fait peau neuve en intégrant les dernières évolutions technologiques du réseau social et retrace, comme un carnet de route personnel, l'ensemble de la vie du candidat. Le lancement du compte Twitter officiel le matin même de la déclaration de candidature fait le buzz toute la journée tant la progression du nombre d'abonnés dans la journée est vertigineuse.

NADINE RUPP/AFP

Nicolas Princen. Il dirige l'équipe Web du candidat Nicolas Sarkozy.

Mais le très gros succès de son nouveau compte Twitter masque mal un accueil plutôt frais. La twittosphère remarque très vite que beaucoup d'abonnés au nouveau compte sont totalement inactifs, comme le relève Thibault Dupont :

> *« Un nombre important d'abonnés de #Sarkozy se sont inscrits le 15 fév 2012, n'ont pas de photos et n'ont jamais posté de tweet… #fake ? »*

Damien Level relaie, lui, les premières interrogations de la presse spécialisée, qui croit détecter dans cet afflux massif une opération de communication :

> *« Des comptes spécialement créés pour augmenter le nombre de followers de @NicolasSarkozy ? »*

Seconde difficulté pour l'équipe de campagne numérique du candidat-Président : le soir même de sa déclaration, le « hashtag » (mot-clé) français mis en avant par le réseau de microblogage n'est pas #Sarkozy, mais #Sarkocasuffit. Alors même que le Président était sur le plateau de Tf1, ses partisans n'ont pas réussi à neutraliser ses opposants, sur Twitter : trop de messages de soutien comportaient le mot « Sarkozy » en oubliant le nécessaire « # ».

La Toile a par ailleurs mis l'accent sur d'autres aspects du dispositif de campagne du Président-candidat.

Premier épisode : le compte Facebook. Les soupçons de *L'Express* sur un éventuel coup de pouce donné par le réseau social au Président pour la nouvelle version de son compte ont été abondamment relayés. Et si la présidence et Facebook nient toute collusion, cette première alerte permet à la blogosphère de pointer du doigt certains « oublis », telle Bénédicte Lutaud :

> *« Sur sa nouvelle page Facebook, #Sarkozy oublie son mariage avec Cécilia et la venue de #Kadhafi à Paris. »*

La découverte de l'affiche de campagne a également permis à la blogosphère de s'offrir un interlude ludique : cette affiche est massivement parodiée dans les heures qui suivent sa mise en ligne. André Gunthert explique, sur Owni.fr, les raisons de ce déchaînement :

> *« À l'époque mitterrandienne, la présence d'un fond uni ou d'un emplacement vide était un choix visuel sans risque particulier. À l'ère du mème et de la retouche, c'est une provocation à la satire. »*

→ André Gunthert – www.owni.fr

Bertrand Soulier, sur son blog, relaie le message caché que nombre d'internautes ont cru lire dans cette affiche :

> *« Numerama nous explique que l'image de la mer n'est autre que la mer Égée, en Grèce. Quand on regarde l'état de la Grèce on peut s'interroger sur le message. »*

→ Bertrand Soulier – www.bertrand-soulier.com

Au final, si les caricatures de l'affiche présidentielle ont fait rire, cela s'est fait plutôt aux dépens de Nicolas Sarkozy, comme l'analyse Cédric Legoff sur son blog :

> *« L'affiche de la candidature de Nicolas Sarkozy a généré beaucoup de buzz sur la Toile, mais ce buzz viral est en train de desservir le candidat, tant mieux pour les autres ! Pas très bon les "rois de la com' de l'équipe Sarko".*

→ Cédric Legoff – http://www.cedric-legoff.fr

Mais le week-end a été le théâtre d'une autre affaire potentiellement beaucoup plus dommageable pour le Président : plusieurs comptes parodiant le président de la République ont été supprimés sur Twitter, ce qui fait ressurgir les soupçons de manipulation. Yaxun Balam résume l'affaire dans un tweet laconique :

> *« Twitter et la #censure politique. 4 comptes Twitter parodiant Nicolas #Sarkozy supprimés en 2 jours. »*

Thomas Coëffé détaille sur Ticactus.com, un blog collectif, les mécanismes de fonctionnement de Twitter qui peuvent mener à la suspension d'un compte :

> *« En s'y mettant à plusieurs, signaler un compte pour spam entraîne sans doute le réseau social à suspendre automatiquement le compte visé, avant de procéder à une vérification manuelle. Si c'est le cas, Twitter devrait rapidement procéder à un déblocage de ces comptes – mais notons que les administrateurs du réseau social mettent du temps à réagir.*

→ Thomas Coëffé – www.ticactus.com

Internet sans frontières, une association de défense de la liberté sur Internet, résume l'affaire sur son blog et accuse :

> *« Si on pouvait juger cette réponse satisfaisante pour le cas @_nicolassarkozy, ce qui n'est évidemment pas le cas puisque la parodie était clairement assumée, cela n'explique en rien la suspension de @franceforte, @mafranceforce et @sarkozycasuffit qui ne sont pas des marques déposées. Le compte @sarkozycestfini a été suspendu à son tour. Son propriétaire a été censuré une seconde fois alors même que son compte est, selon notre expertise, conforme à la loi et aux conditions d'utilisation de Twitter. »*

→ Internet sans frontières – http://www.internetsansfrontieres.com

Bref, la blogosphère n'a pas vraiment déroulé le tapis rouge à Nicolas Sarkozy. Malgré sa position éminente. Les internautes jugent avec sévérité ce démarrage de campagne chaotique et attendent de son équipe de campagne qu'elle se plie aux règles communes, comme le résume parfaitement Christophe Obzilo :

> *« Hep Monsieur le Président : Twitter tu l'aimes ou tu le quittes. Bisous. #SarkoCensure »*

Manuel Singeot

Bulletin d'abonnement

1 an (42 numéros*) pour 72 € au lieu de 90,30 €

2 ans (84 numéros*) pour 126 € au lieu de 180,60 €

Tarif étudiant : **54 € pour 42 numéros***

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2012

❑ OUI je m'abonne pour 42 numéros à l'Hémicycle, au tarif exceptionnel de 72 € TTC au lieu de 90,30 € TTC.

❑ OUI je m'abonne pour 84 numéros à l'Hémicycle, au tarif exceptionnel de 126 € TTC au lieu de 180,60 € TTC.

❑ OUI je m'abonne pour 42 numéros et je souhaite bénéficier du tarif « Étudiant » à 54 € TTC. Je joins une photocopie de ma carte d'étudiant de l'année en cours.

❑ Je vous joins mon règlement par chèque à l'ordre de l'Hémicycle.
❑ Je souhaite recevoir une facture acquittée.
❑ Je préfère régler par mandat administratif.

Nom

Prénom

Société

Fonction

Adresse

Code postal Ville

Tél. (facultatif) Fax e-mail

Date et signature

Bulletin d'abonnement à retourner sous enveloppe affranchie à l'Hémicycle, 55, rue de Grenelle, 75007 Paris
courriel : abonnement@lhemicycle.com

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

* Soit environ un an, en fonction du calendrier parlementaire.

EIP l'Hémicycle, Sarl au capital de 12 582 €. RCS : Paris 443 984 117.
55, rue de Grenelle - 75007 Paris. Tél. 01 55 31 94 20. Fax : 01 53 16 24 29. Web : www.lhemicycle.com - Twitter : @lhemicycle

GÉRANT-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Bruno Pelletier (brunopelletier@lhemicycle.com) DIRECTEUR Robert Namias (robertnamias@lhemicycle.com) RÉDACTEUR EN CHEF Joël Genard (joelgenard@lhemicycle.com). ÉDITORIALISTES Michèle Cotta, Axel de Tarlé, Bruno Jeudy, Gérard Leclerc, Marc Tronchot AGORA Éric Mandonnet L'ADMIROIR Éric Fottorino COLLABORENT À L'HÉMICYCLE Ludovic Bellanger, Juliette Bot, Jean-Louis Caffier, François Clemenceau, Florence Cohen, Antoine Colonna, Jean-François Coulomb des Arts, Pierre-Henry Drange, Alain Fournay, Anita Hausser, Béatrice Houchard, Serge Moati, Jessica Nelson, Nathalie Segaunes, Manuel Singeot, Guillaume Tabard, Brice Teinturier, Philippe Tesson, Pascale Tournier, Pierre de Vilno CORRECTION Aurélie Carrier MAQUETTE David Dumand PARTENARIATS Violaine Parturier (violaineparturier@lhemicycle.com,Tél. : 01 45 49 96 09) IMPRESSION Roto Presse Numéris, 36-40, boulevard Robert-Schumann, 93190 Livry-Gargan. Tél. : 01 49 36 26 70. Fax : 01 49 36 26 89. **Parution chaque mercredi** ABONNEMENTS abonnement@lhemicycle.com COMMISSION PARITAIRE 0413C79258 ISSN 1620-6479

Cahiers de campagne

Par Michèle Cotta

Lundi 13 février

Le débat sur la « TVA sociale » commence au Parlement par un raté : la commission des finances émet un vote négatif. Pour une raison simple : les députés UMP y étaient en nombre insuffisant, appelés sans doute par d'autres affaires, face aux parlementaires socialistes, mobilisés pour l'occasion. Est-ce à dire que les élus de la majorité ont voté « avec leurs pieds », comme on dit, préférant déserter la commission que d'afficher quelques réserves vis-à-vis de la position du président de la République ? Certains d'entre eux, c'est vrai, jugent dangereux de faire voter une augmentation d'1,6 point de TVA à quelques semaines des élections législatives, qui, ils ne l'oublient pas, suivront le deuxième tour de la présidentielle.

Ce genre d'incident se produit parfois dans des commissions de l'Assemblée nationale : il faut y voir le signe d'une légère mauvaise humeur qui, par prudence, ne s'exprime pas : il suffit que le président de la République tape du poing sur la table pour que les députés absents rentrent dans le rang, et rejoignent les travées de la commission qu'ils ont désertée la veille. Ce qu'ils ont fait.

Pas une feuille de papier à cigarette entre Nicolas Sarkozy et François Fillon. Dans l'interview publiée dans *Le Monde* cet après-midi, Fillon assume tout : bilan du quinquennat, augmentation de la TVA, défense du projet européen, attaque en règle du candidat socialiste. Et il est confiant : tout se jouera, dit-il, dans les trois dernières semaines.

Finalement, il aura été, pour Sarkozy, un Premier ministre idéal : silencieux quand il risquait de gêner, offensif quand il s'entend demander de s'engager davantage.

La seule réserve, de sa part, porte sur les propos de Claude Guéant. *« Auriez-vous parlé d'inégalité entre les civilisations »,* lui demande-t-on ? *« Sans doute pas »,* répond-il. Il n'en dira pas davantage. On conclut que l'autre jour, lorsqu'il a quitté suivi par ses ministres son banc à l'Assemblée nationale, après la question certes polémique d'un député socialiste sur les propos du ministre de l'Intérieur, François Fillon voulait surtout éviter de présenter la défense de Claude Guéant.

Mardi 14 février

L'Europe se réveille avec le spectacle des émeutes grecques, hier, jusqu'à la fin de la nuit. Cocktails Molotov, gaz lacrymogènes, rien n'a manqué à ce qui a bien été une sorte de guérilla, pendant que le Parlement acceptait, le couteau sous la gorge, les exigences de la Troïka. Peut-on encore sauver la Grèce ? Est-il vrai qu'en Allemagne des voix autorisées s'élèvent pour dire qu'après tout l'Europe pourrait bien se passer de la Grèce ?

Émeutes à Athènes. « Les images de ce peuple pris à la gorge sont insupportables. » PHOTO MAX GYSELINCK/AFP

Chacun est partagé entre irritation et apitoiement. Certes, les dirigeants grecs, à tous les niveaux, et surtout au sommet, trichent depuis des années. Leur incurie, ou leur incapacité, ne fait de doute pour personne. Pour autant, les images de ce peuple pris à la gorge sont insupportables. Jusqu'à quel point supportera-t-il de se serrer la ceinture ? Et aussi, cette question lancinante : après la Grèce, qui ?

Cette fois, les rumeurs vont dans le même sens : Nicolas Sarkozy ferait acte officiel de candidature demain sur France 2 ou TF1. Avec cette volonté qu'annoncent ses partisans : s'adresser directement au peuple français, par-dessus les élites, les corps constitués et les médias. Pourquoi ferait-il sa déclaration dès demain, et non pas, comme il l'avait laissé entendre, à la mi-mars ? Il voulait rester Président le plus longtemps possible. Pourquoi changer son fusil d'épaule ? Sans doute parce qu'il s'est aperçu que son rôle de Président, l'accent mis par ses adversaires sur son bilan, ne lui permettaient de remonter son handicap par rapport à François Hollande, en tête dans les sondages depuis l'automne. Et que mieux valait, à tout prendre, endosser à nouveau l'habit de candidat, et retrouver les accents qui lui avaient permis de gagner en 2007.

Mercredi 15 Février

Eh bien oui, voilà donc Nicolas Sarkozy candidat. Pas facile pour lui de passer de candidat présumé, comme on disait jusqu'ici, à candidat déclaré : cela ne pouvait apparaître comme une surprise aux Français, convaincus qu'il l'était depuis longtemps. Aussi la prestation de Nicolas Sarkozy n'a-t-elle pas été, dans la forme, très originale. Son « oui » a été celui de Mitterrand en 1988, de Chirac en 1995.

Ce qui fait sa force fait aussi sa faiblesse. Sa force ? Son énergie, intacte après ces cinq années, sa volonté de démontrer la justesse de sa ligne politique, sa voracité à occuper cinq ans de plus sa charge (voracité d'autant plus évidente que, dans un lapsus révélateur, il a parlé de septennat !). Sa confiance inébranlable en lui, doublée d'un sérieux et trop apparent mépris pour son adversaire principal, François Hollande. Ses faiblesses : précisément d'avoir occupé cinq ans la fonction présidentielle, de devoir assumer des changements de cap fréquents et un bilan difficile.

C'est sur ce terrain que Sarkozy a choisi de prendre à revers l'opinion publique, en jouant de sa carte de Président, précisément : celui qui protège, capitaine d'un navire qu'il n'« abandonne pas dans la tempête », qui lutte matin et soir contre la crise qui s'est abattue sur l'Europe en 2008.

François Fillon. « Il aura été pour Sarkozy un Premier ministre idéal. » PHOTO LIONEL BONAVENTURE/AFP

Le ton, m'a-t-il semblé, a baissé d'un cran par rapport à son interview dans le *Figaro Magazine* la semaine dernière : il parle de formation du travail et non plus d'assistanat du chômeur ; pas de charge, en direction du Front national, contre l'immigration. Quant au recours au référendum, annoncé depuis la semaine dernière, il est toujours, malgré la confiance affichée par le Président, à haut risque : s'il ne s'y est pas risqué au cours de son premier quinquennat, ne lui paraîtra-t-il pas dangereux de s'y livrer dans les premiers mois, s'il était réélu ?

Son problème essentiel reste celui-là : comment convaincre lorsqu'il annonce vouloir faire ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent ? Parce qu'il n'a pas eu le temps de tout faire, a-t-il plaidé, et que, de toute façon, on lui a reproché d'en faire trop.

Certes, mais plus que l'abondance des décisions prises et des réformes accomplies, les Français, dont ses partisans, lui ont davantage reproché le « manque de lisibilité » de certains aspects de sa politique, ou même ses contradictions et ses incohérences. Accusé par une partie de la droite pour n'être pas allé jusqu'au bout de ses promesses de 2007, par la gauche de « casser le modèle social », c'est ce Sarkozy-là qui part en campagne pour gagner.

Jeudi 16 février

Dès aujourd'hui, le ton monte à nouveau : François Hollande est la première cible. Sarkozy l'a incidemment traité de menteur hier, pour avoir tenu en Angleterre des propos, d'ailleurs mal reproduits par le *Guardian,* sur son libéralisme. Aujourd'hui, c'est Fillon, à la radio, qui reprend l'expression. Hollande ment, dit le Premier ministre, lorsqu'il affirme que le Gouvernement, contrairement à ce que dit le leader socialiste, n'a pas fait de cadeaux aux patrons.

Une campagne qui commence par une accusation de mensonge est une campagne dangereuse pour tout le monde, parce qu'elle autorise des réponses sur le même ton, à la limite de la diffamation. Qui y gagnera ?

Dimanche 19 février

Deuxième meeting de Nicolas Sarkozy, cette fois à Marseille, dans un parc Chanot bourré à craquer, devant ses ministres et ses amis – sans oublier Carla Bruni-Sarkozy, au premier rang, émerveillée.

En meeting, le candidat Sarkozy ne fait pas dans la nuance. C'est lui qui a sauvé la France d'une situation à la grecque, parce qu'il a mené, à temps, les réformes que la France attendait. Lui qui reproche aujourd'hui, avec une agressivité inouïe, à François Hollande, d'incarner l'immobilisme et le conservatisme. Lui qui condamne les corps intermédiaires, sans que l'on sache qui vraiment il désigne en en parlant. Lui, enfin, qui se déclare à nouveau favorable à l'idée d'un face-à-face répété avec le peuple, c'est-à-dire au référendum. Sans oublier, se tournant vers le centre et le Front national, l'introduction d'une part de proportionnelle dans les futures élections, pas celles de juin 2012, celles de 2017. Et surtout, l'annonce de la réduction du nombre des députés, censée plaire à la France profonde.

Tout sauf Hollande, nouveau slogan, donc, pour une France forte.

Vingt ans d'engagement aux côtés des producteurs-éleveurs

Alors que le « made in France » revient aujourd'hui en force dans les discours des politiques et des candidats, le groupe Carrefour, précurseur dans ce domaine, fête les vingt ans de ses filières Engagement Qualité Carrefour. Née de la volonté de Carrefour d'offrir à ses clients des produits frais et authentiques dans ses magasins grâce à des partenariats durables avec des producteurs-éleveurs, cette démarche reste à ce jour unique en France.

Lorsqu'en 1992 Carrefour met en place ses premières filières d'approvisionnement Engagement Qualité Carrefour (EQC), la démarche surprend. Grâce à des partenariats privilégiés avec des producteurs-éleveurs, le Groupe veut garantir la meilleure qualité possible et une traçabilité des produits « du champ à l'assiette ». La première filière EQC signée fut celle de la viande bovine de race normande. D'autres allaient suivre rapidement, parmi lesquelles la filière fruits en 1993 ou encore, en 1995, la filière fromages avec le munster fermier, qui risquait de disparaître. *« De façon très confidentielle, il existait encore quelques productions de munster fermier dans le pays welche lorsque j'ai voulu réintroduire cette activité au sein de notre cave d'affinage. Mais tout cela allait disparaître si Carrefour ne m'avait pas dit : "Vous faites le meilleur, nous allons vous donner les moyens de le vendre" »*, raconte Virginie Haxaire, affineuse de munsters fermiers dans une petite entreprise familiale, à Lapoutroie, dans le Haut-Rhin.

Un label garant de qualité et de traçabilité

Les filières Engagement Qualité Carrefour reposent sur quatre piliers fondamentaux : le goût, la qualité constante, le respect de l'environnement et un partenariat durable. Les producteurs partenaires des filières ont été choisis et sélectionnés par Carrefour pour leurs savoir-faire reconnus, leur amour du travail bien fait, leurs compétences et la qualité de leurs produits. Tout produit référencé EQC est ainsi conforme à un cahier des charges rigoureux, établi avec les producteurs : démarche d'agriculture raisonnée, conditions d'élevages respectueuses du bien-être animal, absence de traitement chimique après récolte, absence d'OGM dans les productions végétales et l'alimentation des élevages de veaux et de porcs… Des critères qui permettent de garantir aux consommateurs la qualité et la traçabilité des produits. Cette exigence et la démarche de progrès constante dans laquelle s'inscrivent les filières Engagement Qualité ont conduit Carrefour à être précurseur sur de nombreux sujets comme l'interdiction des farines animales, des antibiotiques facteurs de croissance ou des OGM dans l'alimentation animale.

LIONEL BARBE

Soutenir le monde agricole et développer l'économie locale

Les filières sont basées sur un partenariat de long terme avec l'ensemble des acteurs de la filière (agriculteurs, éleveurs, transformateurs, Carrefour). Et les chiffres parlent d'eux-mêmes : 90 % des partenaires engagés il y a vingt ans sont toujours présents aux côtés de Carrefour aujourd'hui. Les secrets de cette fidélité ? La transparence des prix et la rémunération de la démarche qualité des producteurs-éleveurs ; un engagement sur le long terme de Carrefour qui permet de maintenir une activité locale ; et le respect des engagements des deux parties. Cet engagement de Carrefour auprès du monde agricole est un gage de pérennité pour les producteurs et un atout pour leur développement, comme l'explique Jean-Jacques Cadoret, producteur d'huîtres en Bretagne et, depuis 1999, en filière EQC : *« Ce partenariat est tout d'abord la reconnaissance par un groupe leader de la distribution du potentiel de notre entreprise familiale. Il nous a permis de développer des emplois permanents, de former nos équipes aux nouveaux critères de production et de commercialisation. Le courant d'affaires régulier généré par les ventes tout au long de l'année nous a permis de lisser une activité trop saisonnière qui pénalisait nos projets de développement. »* Carrefour est allé encore plus loin dans la logique de partenariat avec le monde agricole, en proposant le « Partenariat Garanti Carrefour », démarche unique à ce jour dans la grande distribution. Conclu en 2007 avec les producteurs des filières de fruits et légumes, le partenariat a été étendu en 2010 aux filières Engagement Qualité du veau, de l'agneau et de la limousine. Avec ce partenariat, Carrefour s'engage, sur trois ans glissants, sur des volumes prévisionnels d'achat fermes en amont de la production (le prix restant établi le jour de la livraison au prix du marché). Cette démarche permet aux producteurs d'anticiper et d'organiser leur production et de disposer, si besoin, de garanties pour négocier leurs investissements auprès des banques.

Vingt ans après la création de la première filière Engagement Qualité, Carrefour peut fièrement revendiquer la présence de produits « made in France » dans ses magasins, élevés, cultivés ou fabriqués à proximité de ses clients. *« Aujourd'hui, l'EQC c'est un partenariat avec plus de 20 000 producteurs, 87 produits labellisés. Le consommateur a très vite fait la différence à tel point que 1 client Carrefour sur 3 achète des produits EQC ! »* précise le Groupe.

3 questions à

JEAN AUCLAIR,

Éleveur et négociant en bestiaux, député-maire de Cressat dans la Creuse

Les filières EQC contribuent-elles à renforcer le secteur agricole ?
Oui, bien sûr. Le monde de l'élevage et le monde de la consommation sont étroitement liés. Aujourd'hui, il y a une attente forte des consommateurs sur l'origine et la qualité des produits qu'ils consomment. Avec les filières EQC, ils trouvent des produits qui répondent à ces attentes, ils vont donc consommer plus de produits filières, et cela profite aux éleveurs.

Quelles sont les exigences de qualité de ce partenariat ?
Le cahier des charges qui est établi entre Carrefour et chaque producteur des filières EQC intègre des critères stricts en termes de qualité et de traçabilité. Les producteurs partenaires des filières répondent à ces exigences et sont dans une démarche de progrès constante.

Les filières EQC donnent la vision d'une relation privilégiée entre la grande distribution et les producteurs-éleveurs, ce qui n'est pas habituel ?
Carrefour et les producteurs-éleveurs se retrouvent sur la qualité des produits, qui est centrale dans ce partenariat. Et les filières EQC sont un débouché commercial important qui profite aux producteurs-éleveurs.

3 questions à

FRANCK DOUCET,

Jeune producteur de veaux Engagement Qualité Carrefour à Brézins, dans l'Isère

La filière Engagement Qualité Carrefour prévoit-elle des exigences sur les conditions d'élevage ?
Notre élevage est conforme à la norme européenne sur le bien-être animal et la protection des veaux de boucherie. Les animaux sont élevés en groupe, ils sont donc en contact avec leurs congénères. Ils sont nourris à base de lait en poudre, de maïs en grains (sans OGM – < 0,9 %) pour l'apport en fibres, et d'eau.

Comment assurez-vous la traçabilité dans votre élevage ?
Chaque animal est identifié et tracé, et suivi au niveau sanitaire par un carnet de santé. Je peux être contrôlé à tout moment par le Bureau Veritas Certification, un organisme de contrôle qui travaille pour Carrefour, à qui je dois fournir tous les éléments de preuve du respect de mon engagement de la filière EQC. La démarche est très stricte et très rigoureuse.

Quels sont les avantages selon vous des filières EQC ?
Les exigences qualité de Carrefour sont très élevées et notre production s'apparente, sous certains aspects, à une production « premium ». C'est très positif pour notre métier et Carrefour nous renvoie de bons échos sur la qualité de notre travail. Grâce à ce partenariat, j'ai pu agrandir mon exploitation et passer de 170 places à 400. Je ne cache pas que le fait de travailler pour Carrefour a grandement facilité les négociations avec la banque pour l'emprunt nécessaire à cet investissement. Le volume que me garantit le distributeur me permet d'être serein dans mon métier et de me projeter dans l'avenir.

Sarkozy aux collectivités locales :

Je vous aime moi non plus

Pour la première fois depuis son élection en 2007, Nicolas Sarkozy a reçu les représentants des principales associations d'élus des départements et des régions. Une rencontre sous tension. L'Élysée souhaite que les collectivités locales réduisent leurs dépenses tandis que les présidents de régions, majoritairement à gauche, refusent de se voir placer sur le banc des accusés.

Les collectivités territoriales *« doivent s'imposer des règles de diminution des dépenses comme le font désormais la Sécurité sociale et l'État »*, explique Nicolas Sarkozy, qui entend désormais mettre les territoires à contribution dans le cadre de la réduction des déficits. Le président de la République dénonce l'augmentation des effectifs des fonctionnaires locaux. *« Je souhaite que les collectivités fassent cet effort volontairement. Sinon, il faudra trouver les moyens pour que les dotations de l'État soient modulées en fonction de leur politique de maîtrise des dépenses. »*

Jean-Louis Borloo, alors ministre d'État, et **Alain Rousset**, président de la région Aquitaine, présentant le trajet du TGV en 2010. Alain Rousset, qui préside l'Association des régions de France, dénonce un « gouvernement donneur de leçons de bonne gestion alors qu'il aura accru lui-même la dette de 500 milliards en cinq ans ». PHOTO JEAN-PIERRE MULLER/AFP

Réunis à l'occasion d'une conférence sur les finances locales en présence du président du Sénat Jean-Pierre Bel, du Premier ministre François Fillon et de plusieurs membres du Gouvernement dont les ministres de l'Économie et du Budget, François Baroin et Valérie Pécresse, et du ministre de l'Intérieur Claude Guéant, les représentants des départements et des régions auront apprécié.

Le ministre de l'Intérieur ajoutant sa touche personnelle, et un peu d'huile sur le feu, en indiquant que *« les collectivités locales ont créé un peu plus d'un demi-million d'emplois entre 1998 et 2009 »*, alors que *« dans le même temps l'État s'est engagé depuis 2007 dans une réduction des effectifs qui, à la fin du quinquennat, représentera environ 160 000 postes supprimés »*.

Un pacte de stabilité pour encadrer les dépenses locales

À défaut d'un pacte de confiance, revendiqué par Jacques Pélissard et Alain Rousset, le chef de l'État et le Gouvernement souhaitent initier un *« pacte de stabilité »* des dépenses publiques avec les collectivités locales. La démarche, qui serait débattue au Parlement, permettrait de fixer la trajectoire en termes d'objectifs d'emplois et de dépenses de l'ensemble des collectivités locales. Le dispositif, inspiré de l'Objectif national des dépenses d'assurance-maladie (Ondam) – qui fixe chaque année, depuis 1996, le montant prévisionnel des dépenses de santé –, ne serait toutefois pas applicable immédiatement, mais intégré au projet de loi de finances pour 2013. L'encadrement envisagé de la progression des dépenses locales ne pourrait néanmoins pas se baser sur la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, jugée inapplicable aux collectivités territoriales.

Une autre piste avancée par Valérie Pécresse, qui appelle à une révision globale des politiques locales, repose sur la modulation des dotations de l'État, en fonction de *« critères de bonne gestion »*. La proposition avait été évoquée pour la première fois l'automne dernier par François Fillon. Le chef du Gouvernement avait alors demandé aux collectivités d'adopter une démarche *« aussi rigoureuse »* que celle de l'État dans la maîtrise de leurs effectifs, sous peine de revoir leurs dotations.

Des démarches *« contraires à la Constitution, d'un arbitraire total »*, estiment les élus locaux de gauche et de droite, qui dénoncent un mauvais procès. *« Comment seraient désignés les bons élèves ? Quelles seraient les dépenses jugées "très utiles" ? »* s'interroge d'ores et déjà Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

« Un coup d'épée dans l'eau »

Une conférence aux airs de *« coup d'épée dans l'eau »*, analyse Jean-Paul Denanot, président (PS) de la région Limousin. Il confie : *« Le Gouvernement veut placer les collectivités sur le banc des accusés. Ce n'est pas d'un pacte de stabilité conclu à la va-vite après cinq années de stigmatisation dont les collectivités ont besoin, mais d'un véritable contrat de confiance. L'annonce d'une enveloppe [comprise entre 2 et 5 milliards d'euros au premier semestre avant la mise en place de l'Agence de financement des collectivités locales, ndlr] pour résoudre les problèmes d'accès au crédit des collectivités est sans commune mesure avec les besoins. »*

Et de rappeler le déficit abyssal de l'État qui contraste avec la vertu des acteurs locaux, dans l'obligation légale de voter des budgets à l'équilibre. Les collectivités locales, qui réalisent plus de 70 % de l'investissement public, jouent aujourd'hui *« tout leur rôle dans le retour à la croissance »*. Malgré l'assèchement *« drastique »* de leurs ressources, elles interviennent dans un nombre croissant de politiques nationales (LGV, déploiement du haut débit, RSA, dépendance…). Les 4/5e du budget des collectivités est ainsi consacré à des biens et des services publics de proximité : lycées et collèges, routes, TER et transports publics, équipements sportifs et culturels, crèches… *« La région Limousin dépense sept fois plus pour ses lycées que la dotation initiale de l'État »*, précise encore Jean-Paul Denanot.

« Ce Gouvernement, qui aura accru la dette de la France de 500 milliards d'euros en cinq ans, et qui ne cesse de se défausser sur les collectivités locales pour investir dans le pays et sauver ses services de proximité, ose nous donner des leçons de bonne gestion », s'emporte Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF), pour qui *« seul un nouvel élan de décentralisation permettra d'en sortir par le haut. Il reviendra au prochain Gouvernement de pratiquer cette modernisation. »*

Relancer la conférence nationale des exécutifs

Pour Jacques Pélissard, *« Tout se passe comme si l'État central croyait que les collectivités sont dirigées par des élus qui ne savent pas faire la différence entre dépenses inutiles, utiles et très utiles, alors même que nous sommes déjà engagés dans des efforts de gestion. »*

Heureux que *« le dialogue entre l'État et les collectivités soit enfin renoué »*, le président de l'Association des maires de France (AMF) observe : *« Dans une démocratie moderne, il serait normal que nous soyons pleinement associés aux décisions permettant de converger de façon conjointe vers des objectifs de maîtrise de la dépense publique. »*

Plaidant une nouvelle fois pour la réactivation de la conférence nationale des exécutifs (CNE), mort-née en 2007, il rappelle que le conseil avait été rénové et relancé l'an dernier. *« La CNE constitue le lieu qui permettrait une concertation en amont, grâce à des réunions régulières sur tous les projets touchant directement les collectivités. »*

Pour Philippe Richert, ministre chargé des Collectivités, la CNE devait devenir *« le lieu de concertation au plus haut niveau entre le Gouvernement et les exécutifs des collectivités territoriales »*, et examiner *« plusieurs chantiers de réforme ouverts par le Gouvernement qui concernent directement ou indirectement les collectivités territoriales, dans les domaines des finances publiques, de la fonction publique ou de l'environnement »*.

Car rénover le dialogue entre l'État et les collectivités est *« une nécessité pour une démocratie apaisée »*, analysent également Jacqueline Gourault (MoDem), sénatrice de Loir-et-Cher, et Didier Guillaume, sénateur (PS) de la Drôme, qui plaident en faveur d'une CNE institutionnalisée. Alors que le divorce semble consommé entre l'Élysée et les collectivités à quelques semaines des présidentielles, le comité des finances locales (CFL) sera chargé d'établir dans les prochains jours un diagnostic *« partagé »* de l'évolution des dépenses et des effectifs des collectivités.

Un premier pas vers une conciliation, alors que la rencontre a confirmé selon Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF), *« le profond désaccord qui s'est installé entre le Gouvernement et les collectivités »*.

Ludovic Bellanger

Handicapés : Nantes l'accueillante

L'Association des paralysés de France (APF) a publié son palmarès des villes les plus accessibles.

Première du classement pour la troisième année consécutive, Nantes se distingue une nouvelle fois pour ses actions en faveur de l'accueil des usagers handicapés. *« Notre volonté est d'inscrire l'accessibilité de notre ville et l'intégration des citoyens handicapés au cœur de toutes nos politiques publiques, qu'il s'agisse de transports, d'équipements, de lieux publics ou culturels »*, résume le député-maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault. *« C'est ce travail continu, en partenariat avec les associations, qui est aujourd'hui récompensé. »*

Talonnée par Grenoble et Caen, la ville s'est engagée jusqu'en 2014 à favoriser l'accès aux commerces, à développer le Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE), et à faciliter la pratique des loisirs. Le service public municipal se met également au diapason. Outre des crèches et des écoles équipées pour l'accueil des enfants handicapés, le personnel administratif s'est initié à la langue des signes.

Paris dans la moyenne, Marseille épinglée

Si Paris et Lille occupent une honorable 20e position, dans la moyenne nationale, Marseille se trouve en revanche au 70e rang. *« Sa progression est telle qu'elle peut finir en tête du classement dans deux ans »*, espère Jean-Marie Barbier, président de l'APF. Il observe : *« Le contraste est très fort d'une ville à l'autre, mais le retard est encore rattrapable »*, notant la dernière position de Bar-le-Duc (Meuse).

Le palmarès établi prend en compte le cadre de vie adapté, les équipements municipaux accessibles et le volontarisme de la politique locale. *« La vie quotidienne ordinaire est toujours un vœu pieu pour les personnes en situation de handicap »*, déplore encore l'association, qui rappelle l'échéance de 2015, année limite pour la mise en accessibilité des établissements et des transports publics. **L.B.**

François Hollande et Jean-Marc Ayrault. Le maire de Nantes dans les rues de sa ville avec le candidat socialiste, le 19 janvier 2012. Le député-maire PS se félicite du travail de la ville avec les associations de personnes handicapées. C'est pour ce travail que Nantes a été classé première ville de France en matière d'accueil par l'Association des paralysés de France. PHOTO PATRICK KOVARIK/AFP

LE **CONTRAIRE** DE **SEUL** AU MONDE

Seul au monde ? C'est le sentiment que chacun éprouve quand il s'agit de préparer l'avenir, protéger ses proches, anticiper les risques de la vie. Le contraire de seul au monde, c'est la promesse que nous vous faisons. Vous accompagner tout au long de votre vie et pour tous vos besoins en prévoyance, santé, épargne et retraite afin de vous apporter le soutien et la sérénité que vous attendez. Pour en savoir plus, rendez-vous sur **www.ag2rlamondiale.fr**

AG2R LA MONDIALE

PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
RETRAITE

L'école à l'ère numérique

Les géants Google et Microsoft vont proposer dans les prochains mois des livres scolaires totalement numériques. Il faudra du temps à l'école pour propulser l'éducation dans le XXIe siècle mais on peut imaginer que la tablette d'aujourd'hui sera le cartable de demain.

Par **Manuel Singeot**

Apple a tenu, le 19 janvier dernier, à New York, une conférence dans le cadre du Guggenheim Museum pour présenter sa vision de l'édition en ligne, ciblant les manuels scolaires pour initier le changement. Avec l'accord de certains des plus importants éditeurs du monde de l'éducation américain, le leader actuel de l'informatique a présenté son nouvel outil, iBook Author, permettant à tout un chacun de créer facilement et rapidement un livre numérique capable d'intégrer photos, bandes audios et vidéos dans un texte mis en forme de manière ludique et attractive et qui sera lu sur une tablette. Tablette qui deviendrait alors le nouveau cartable numérique des écoliers et étudiants.

La nouvelle génération de manuels scolaires numériques ne se contentera pas seulement d'intégrer des informations multimédias : les étudiants pourront rechercher la définition d'un mot, écrire des notes directement dans le manuel ou surligner certains passages et les extraire d'un simple clic. La fusion partielle entre le manuel scolaire et le cahier de l'élève se profile, une évolution majeure dans l'organisation de l'apprentissage.

Mais le livre scolaire n'est pas le seul outil de classe que la révolution numérique se propose de changer. Ainsi les acteurs du numérique proposent, à travers une série d'applications, de réformer le travail des écoliers, dans la classe comme en dehors. Google et Microsoft ont lancé leur environnement informatique sécurisé au sein duquel élèves et professeurs pourront communiquer via les outils de chat en ligne, créer et échanger des documents, cours et devoirs. Cet environnement est hébergé dans le Cloud et ne nécessite rien d'autre qu'une connexion à Internet.

> « LE CLOUD ET LES PROJETS OPEN DATA OFFRENT LA POSSIBILITÉ DE SORTIR LA TRANSMISSION DU SAVOIR DES MURS DE L'ÉCOLE »

Une conception de l'éducation bouleversée

La conception même de l'éducation va cependant être bouleversée plus profondément dans les années qui viennent. Le Cloud et les projets Open Data offrent la possibilité de sortir la transmission du savoir des murs de l'école. Enregistrer les cours des meilleurs professeurs dans chaque discipline, sélectionner de multiples exercices sur un même cours pour s'adapter au niveau des élèves ou utiliser les « serious games » ne sont que quelques-unes des possibilités qui s'ouvrent dans une éducation connectée. Une chance pour les classes rurales multiniveaux, où les professeurs assurent souvent des cours devant des élèves aux besoins très différents.

Le lien personnel entre professeur et élèves pourrait en être bouleversé par cette mutualisation des outils pédagogiques qui seront mis à jour constamment et pour tous. Cette révolution qui se profile est déjà jugée par les spécialistes comme un des meilleurs outils pour combattre l'inégalité scolaire, source de discrimination sociale. Avec un vrai bémol : les élèves et étudiants doivent tous avoir accès à Internet. Ce qui pose la question de la gratuité de l'outil.

Le Cube, Centre de création numérique d'Issy-les-Moulineaux, est intégré un programme d'éducation numérique de la maternelle au lycée. PHOTO TRIPELON-JARRY/AFP

L'iPad déjà obligatoire dans un collège québécois

Le collège privé Jean-Eudes a fait ses comptes et va demander à tous ses élèves de s'équiper d'un iPad pour la rentrée prochaine. Livres scolaires, cours et devoirs, tout – ou presque – passera par l'iPad, véritable cartable électronique pour les élèves de ce collège considéré comme l'un des meilleurs établissements secondaires du Québec. Selon la direction, cette décision permettra aux parents comme à l'établissement de faire des économies : moins de fournitures scolaires et de livres à renouveler chaque année pour les parents, des frais généraux, notamment les photocopies, en baisse pour le collège. La tablette sera proposée en location aux parents, à raison de 25 dollars mensuels.

Le chiffre

400

millions d'euros : poids annuel du marché de l'édition scolaire. (source le Café pédagogique).

En bref

LES ÉDITEURS COMBATTENT AUSSI LE PIRATAGE

Deux sites de téléchargement hébergés en Irlande viennent d'être fermés suite à l'action d'un groupe international d'éditeurs. Ces sites mettaient à disposition des internautes près de 400 000 e-books, mais aussi des films, des jeux et des logiciels.
Le chiffre d'affaires annuel de cette entreprise illégale était d'environ 8 millions d'euros : publicité, abonnements premium, mais aussi dons car les sites se présentaient comme une bibliothèque légale qui demandait le soutien des internautes.

L'UNION EUROPÉENNE SURVEILLE DE PRÈS L'ÉDITION ÉLECTRONIQUE

Apple et cinq grands éditeurs électroniques font l'objet d'une enquête antitrust depuis décembre 2011. La Commission européenne les soupçonne de s'être entendus sur une politique tarifaire commune, ce que la loi interdit. La version électronique d'un livre est vendue, en France, avec une baisse de prix de 20 % à 30 % par rapport à sa version papier. La différence de prix atteint 50 % aux États-Unis.

UNE PEINTURE POUR AMÉLIORER LES RÉSEAUX MOBILES

Chamtech Enterprises annonce avoir testé un spray dont la composition permet d'amplifier le signal VHF*. Initialement conçu pour permettre de retirer les antennes des équipements militaires américains, jugées encombrantes et peu discrètes, ce spray peut être pulvérisé sur toutes sortes de surfaces, une antenne, un bâtiment et même un arbre. Selon Rhett Spencer, directeur de la division technologie de Chamtech, ce spray pourrait augmenter l'efficacité des appareils mobiles de 10 %.

*Very High Frequency

L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE BOUDE LE BLACKBERRY

Nouvelle tuile pour le BlackBerry : l'administration américaine envisage sérieusement de mettre fin à son utilisation exclusive par les fonctionnaires américains. Ce monopole s'expliquait par le très bon niveau de sécurité de l'infrastructure logicielle du BlackBerry, mais les autres systèmes sont désormais des concurrents crédibles, ce qui va permettre à l'administration américaine d'accepter que ses fonctionnaires utilisent leur smartphone personnel.

Arnaud Montebourg, pile Mendès, face Edgar

Par Éric Fottorino

Même s'il a été la révélation de la primaire socialiste, Arnaud Montebourg aime rappeler qu'il est déjà un vieux parlementaire, inspiré par un homme, Pierre Mendès France. Le député de Saône-et-Loire adhère à la probité et aux valeurs de l'éphémère président du Conseil, tout en appréciant la finesse mâtinée de roublardise du successeur de Mendès à Matignon, Edgar Faure.

Tout en lui respire le bretteur. Il a un regard, une voix, une présence. Il aime les mots, les mots qui font mouche, Scaramouche et tout le tremblement de la commedia dell'arte. Il aime ceux qui les fourbissent comme le fil d'une épée trempé dans l'acier des convictions. Sur les tréteaux de la politique, on le croirait encore vêtu de sa robe d'avocat pour plaider les causes auxquelles il croit. Grand vainqueur – après François Hollande – des primaires socialistes, Arnaud Montebourg est pétri de livres et d'idées. Et sa fougue passe par le verbe. Près de son bureau, accrochée au mur, domine une photo de Jaurès dans son cadre caramel un rien désuet. On n'y voit que du blanc, celui de la barbe du prophète socialiste qui orne son masque de puissance et de douceur mêlées. Jaurès, une référence obligée à ses yeux, *« car c'est un républicain venu au socialisme. Vingt ans avant le congrès de Tours et la Révolution russe, il a théorisé le socialisme démocratique. Et puis, n'ayant pas gouverné, il n'a pas eu le temps de s'abîmer. »*

L'exigence du citoyen

Cette notion du temps importe à Montebourg. Son héros « obsessionnel », c'est Pierre Mendès France. Un homme qui restera seulement sept mois et demi au pouvoir mais dont l'action et le style ont traversé les époques. Au point que, jeune avocat, premier secrétaire de la Conférence du stage, il écrira en 1993 un éloge d'Edgar Faure afin de percer ce mystère : pourquoi, ayant si peu gouverné, Mendès est-il resté dans l'histoire ? Alors qu'Edgar Faure, deux fois président du Conseil, étonnant de longévité politique, a été oublié par la postérité ?

Montebourg se lève, fouille dans ses étagères bourrées de livres et finit par trouver l'ouvrage qu'il cherche : le sien, *Des idées et des rêves* (Flammarion). Et le voilà qui se lance dans une longue citation de Mendès illustrant son propre combat pour la VIe République : il est question de l'exigence du citoyen, de son droit de regard permanent sur les affaires de l'État mais aussi de la région, de la commune, de la coopérative, de l'association. Cet extrait de *La République moderne*, un texte écrit par PMF en 1962, vibre de toute son actualité dans la bouche du socialiste. *« La démocratie n'est efficace que si elle existe partout et en tout temps »*, déclame-t-il son ouvrage dans une main, et l'autre qui vole comme un oiseau.

Au terme de cette tirade, il avoue tout haut réaliser à quel point l'ancien député de l'Eure l'a toujours accompagné dans son cheminement politique, et même dans sa construction de jeune citoyen. *« Mendès,* explique-t-il, *c'est un legs direct de mon père, qui a pris sa carte du Parti radical spécialement pour le soutenir au moment de la guerre d'Indochine. »* Dans sa mémoire, un autre jalon date de 1981. *« Je sortais à peine du lycée. Je me revois passer une nuit blanche pour lire la biographie que Jean Lacouture avait consacrée à Mendès. C'était comme un moment de suspension. »*

Le courage et la vérité

Quand il cherche les raisons de cet attachement, il cite tour à tour le soutien qu'en 1959 le même Mendès avait apporté au futur fondateur du Parti socialiste dans l'affaire de l'Observatoire. Il rend hommage au refus des institutions de la Ve République par cet homme intègre et fidèle à ses idées. Une position inflexible qui l'éloignera à jamais du pouvoir. Là, Arnaud Montebourg désigne une photo accrochée au mur qui le montre à la salle Colbert de l'Assemblée nationale, brandissant son projet de VIe République. *« Un texte placé sous l'égide de Mendès France »*, affirme-t-il.

Si l'ancien éphémère président du Conseil de la IVe occupe une si

JEFF PACHOUD/AFP

grande place dans l'esprit aiguisé d'Arnaud Montebourg, c'est encore pour deux petits mots qui prennent de la place. *« Le courage et la vérité »*, dit-il, qu'on pourrait transformer en *« courage de la vérité »*. Le député de Saône-et-Loire n'y va pas par quatre chemins : *« J'ai gagné trois élections législatives dans une circonscription difficile, de droite. Chaque fois j'ai assumé ces mots. J'ai le souci d'affronter les électeurs et l'opinion. De ne pas esquiver. De mettre les choses sur la table et de discuter. En 2010 j'ai récupéré un département en faillite. J'ai dû mettre en œuvre un plan de sauvetage très dur. On m'appelait le Papandréou local. Il a fallu construire la confiance dans les solutions que je défendais. »* Une action dont il s'honore et qu'il place résolument dans le creuset du mendésisme, toujours dire le vrai, même si le vrai coûte. Toujours forger l'outil qui apportera une réponse adéquate au problème posé, plutôt que de caler devant l'obstacle.

Dans ses campagnes de terrain, il est fier de dire qu'il a toujours pu compter sur le soutien de la famille Mendès France, un soutien écrit de Marie-Claire Mendès France, qui s'ajoutait à celui de Lucie Aubrac, figure légendaire de la Résistance. Puis le soutien de Michel Mendès France, fils de celui qu'il qualifie d'« instance référentielle ».

Quand il se lança, selon ses termes, dans « la haute politique », Arnaud Montebourg rappelle, amusé, qu'il dut passer un examen en mendésisme assez tendu devant Marie-Claire Mendès France et l'avocat Georges Kiejman, ancien proche de PMF… Quelques journalistes curieux étaient allés dénicher ce fameux éloge que l'ancien premier secrétaire de la Conférence avait prononcé en faveur d'Edgar Faure, comme figure inversée de Mendès. Au terme de son oral où il dut s'expliquer, le malentendu fut dissipé, et Arnaud Montebourg put afficher sans réserve sa fibre mendésiste.

Plombier de génie

Sa collaboratrice lui tend soudain, comme par miracle, le PDF de cet écrit « fauriste ». Sans se faire prier, le voilà qui reprend sa voix théâtrale : *« Mais regardez plutôt comment, entre deux avocats, de la même génération, amis jusqu'au tutoiement, se disputant les mêmes femmes, l'histoire a préféré Pierre Mendès France. »* Et, plus loin, la voix enflant, ce trait d'esprit un rien cruel mais lucide du jeune avocat Montebourg : *« Edgar Faure est un plombier de génie qui sait réparer la fuite, trouver la rustine, fabriquer une majorité et sortir les intérêts français de l'embarras. Mendès a été rejeté par tous les régimes comme une greffe osseuse refusée par un corps social réfractaire à la douleur. Edgar, lui, a été adopté dans les feux d'artifice, la bonne humeur et la joie de deux républiques. Et il n'est regardé que comme un fabricant de boutades. La vilaine injustice ! »* Terminant sa lecture, Montebourg tient à remettre en ordre ses penchants : s'il a voulu réhabiliter Edgar Faure, c'est à Mendès qu'il réserve son adhésion.

IMAGINER ET CONSTRUIRE

CONSEILLER ET VALORISER

RESTRUCTURER LES ACTIFS

DEVELOPPER NOTRE PATRIMOINE

Acteur majeur de l'immobilier Francilien, EMERIGE construit vos bureaux et vos logements au travers de programmes de grande qualité.

Spécialiste de la gestion d'opérations urbaines, EMERIGE répond aux questions les plus complexes : Gestion d'actifs, promotion immobilière, gestion de fond.

EMERIGE, 20 ans au service de toutes vos attentes.

EMERIGE : Aimer Eriger

EMERIGE

EMERIGE - 15 rue de Choiseul 75002 PARIS Tel. 01 47 03 48 63 www.emerige.com